

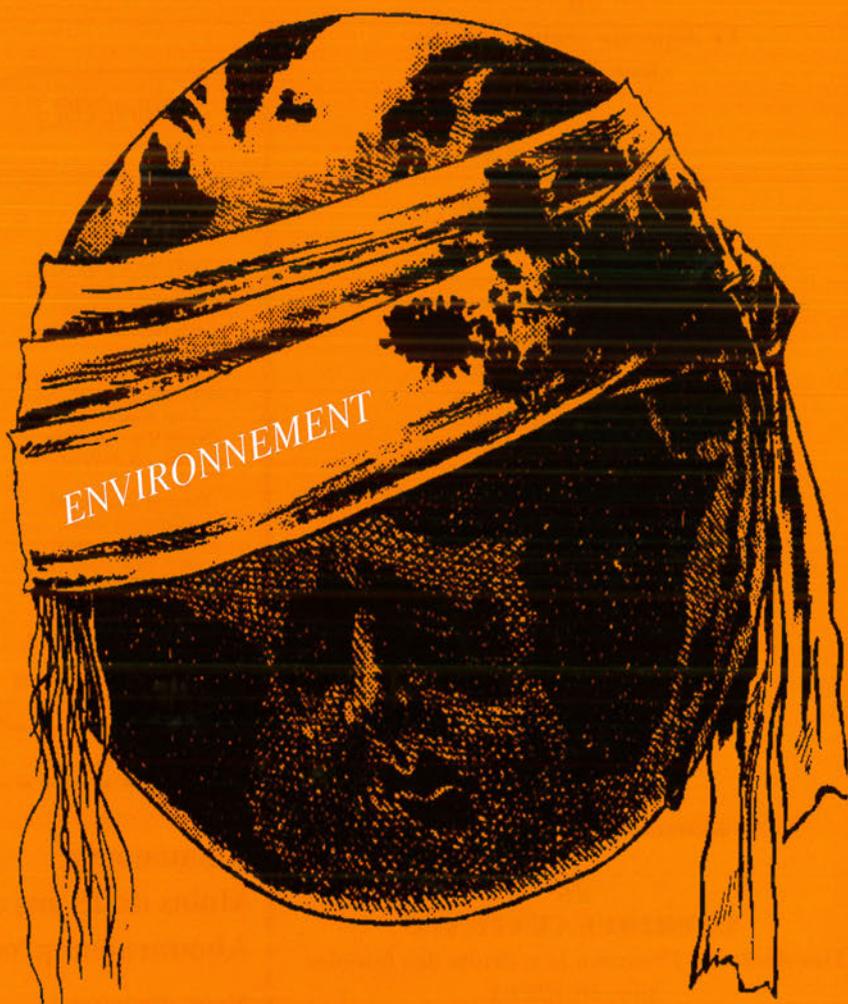
# INpreCOR

Numéro 354 du 5 au 18 juin 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

## LA MASCARADE DE RIO

● **Yougoslavie**  
**Qui arrêtera la  
folle guerre ?**

● **Italie**  
**L'assaut  
des Ligues**



● **Etat espagnol**  
**Une grève peut en cacher une autre**

# INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 354  
DU 5 AU 18 JUN 1992**

3

## **YUGOSLAVIE**

**Qui arrêtera la folle guerre ?**

*Catherine SAMARY*

5

## **ECOLOGIE**

**La mascarade de Rio**

*Hermann DWORCZAK*

6

**Quels transferts Nord-Sud ?**

*Fred PEARCE*

9

**Le dépotoir centraméricain**

*Joan PALOMES*

11

## **THAÏLANDE**

**Le massacre de mai**

*Paul PETITJEAN*

14

## **ITALIE**

**L'assaut des Ligues**

*Luciano MUHLBAUER*

18

## **ALLEMAGNE**

**Les immigrés dans le collimateur**

*David MÜLLER*

20

**Les onze jours de l'ÖTV**

*Angela KLEIN*

22

## **ETAT ESPAGNOL**

**Le succès du 28-M**

*Interview de Joaquín NIETO*

26

## **AMERIQUE CENTRALE**

**Des droits de l'homme aux droits des femmes**

*Anne DURIEUX*

28

## **EUROPE**

**Le grain de sable danois**

*Claude GABRIEL*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

## **Inprecor casse les prix !**

**M**algré les nombreuses listes de personnes potentiellement intéressées par *Inprecor* que vous nous avez envoyées, le nombre des abonnés à notre revue reste insuffisant pour assurer son équilibre financier.

**N**ous avons donc décidé de lancer une nouvelle campagne d'abonnements, basée, cette fois, sur une offre promotionnelle très alléchante : tout nouvel abonné recevra *Inprecor* pendant trois mois (soit six numéros) pour la modique somme de... 60 FF.

**V**ous pouvez donc profiter de cette offre pour faire connaître *Inprecor* autour de vous, voire pour abonner vos amis. Aujourd'hui, plus que jamais, votre revue préférée a besoin de ses lecteurs.

*La rédaction*

## *INpreCOR*

*Correspondance de presse internationale*

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-  
Communication) Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## **ABONNEMENT (22 numéros par an)**

**France - DOM-TOM - Europe**  
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

**Afrique du Nord - Moyen-Orient**  
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

**Afrique - Amériques - Asie**  
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

**Pli fermé**  
France - Europe : 230 FF pour six mois.  
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.  
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à  
l'ordre

de "PEC", à adresser à Inprecor,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à "PEC", BNP, agence  
Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.



**Abonnement**  **Réabonnement**

**Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)**

**Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois)**

**Nom - Prénom** : .....

**Rue** : .....

**Commune / Code postal** : .....

**Ville** : .....

**Pays** : .....

# Qui arrêtera la folle guerre ?

CES "NEGOCIATIONS" de guerre, où il est entendu par avance que les deux ethnies ne sauraient vivre ensemble, se font dans le dos des Musulmans — les seuls à avoir défendu, jusqu'alors, le maintien d'une république une et indivisible de trois peuples aux droits territorialisés. Elles se sont aussi déroulées dans le dos des dizaines de milliers de manifestants pacifistes défendant cette même approche multi-ethnique et créant, en avril 1992, une Assemblée populaire de salut public, vite balayée par les atrocités de cette sale guerre.

La Communauté européenne (CE) en soutenant la pseudo-solution de cantonisation a, au mieux, été dupe des logiques nationalistes croates et serbes. Il s'agit de reproduire, au niveau le plus bas, l'approche folle qui consiste à protéger des droits par la création de territoires ethniquement purs, se regroupant ensuite, pour rejoindre bientôt une Serboslavie ou une grande Croatie. Reconnaître la Bosnie-Herzégovine comme souveraine, et accepter la cantonisation, c'est mettre de l'huile sur le feu qu'on est censé éteindre.

## Le rôle du "monde civilisé"

Par ses prises de position successives — les pires possibles —, le "monde civilisé" vanté par Bush a contribué à l'engrenage infernal de cette sale guerre : d'abord, en soutenant un fédéralisme centraliste contre la volonté de souveraineté des républiques (poussant celles-ci à des déclarations d'indépendance en ordre dispersé, selon le principe du "chacun pour soi") ; puis, en reconnaissant l'indépendance de telle ou telle république, sans aucun principe cohérent et systématique de traitement des questions nationales imbriquées sur l'ensemble de l'espace concerné.

Demain, la guerre au Kosovo et l'éclatement de la Macédoine mettront la Communauté européenne devant cette évidente réalité : il n'y a pas de traitement séparé efficace des questions nationales de l'ancienne Yougoslavie (c'est-à-dire permettant d'éviter des carnages et un embrasement général de la région). Il n'y a pas plus de prin-

**C'est au nom de l'autodétermination des peuples, assimilée à la création d'Etat-nations d'une seule ethnie, que s'est négocié à plusieurs reprises, en coulisse, le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine (voir *Inprecor* n° 348 et 353 des 13 mars et 22 mai 1992). C'est la même logique qu'ont poursuivie dans leurs marchandages d'abord Milosevic, président de la République serbe, et Tudjman, président de la République croate, puis le 6 mai 1992, les dirigeants des groupes nationalistes croates et serbes de Bosnie, dominés, de part et d'autre, par une extrême droite fascisante.**

---

### Catherine SAMARY

---

cipes de frontières intangibles, ou de critères pour savoir qui constitue un peuple ou non, permettant de refuser à une quelconque communauté qui se sent — à tort ou à raison — désormais menacée dans un Etat-nation qui n'est pas "le sien", de s'en séparer. Le seul moyen d'éviter une remise en cause sans limites des frontières existantes, c'est l'extension des droits des "minorités" — c'est-à-dire de tous les peuples, tour à tour minorités ou majorité ; c'est de rendre les frontières poreuses par des droits de citoyenneté multiples ou mieux par la formation d'une confédération balkanique d'Etats multi-ethniques et démocratiques, c'est-à-dire pluralistes de culture et de droits. Ceci ne s'imposera jamais par la guerre. Encore moins par une intervention extérieure de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou d'un nouvel impérialisme d'une Europe "civilisée" incontrôlée par ses propres populations.

Plusieurs signes indiquent un tournant possible dans le combat contre la logique grand-serbe, principale responsable de la

guerre : la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, à Belgrade, début juin 1992, à l'appel du mouvement pacifiste et de l'opposition ; la courageuse décision prise par les deux Serbes, Nemanja Kecmanovic (du Parti réformiste) et Mirko Pejanovic (du Parti socialiste, ancien Parti communiste), de rejoindre la présidence de Bosnie-Herzégovine, boycottée par les

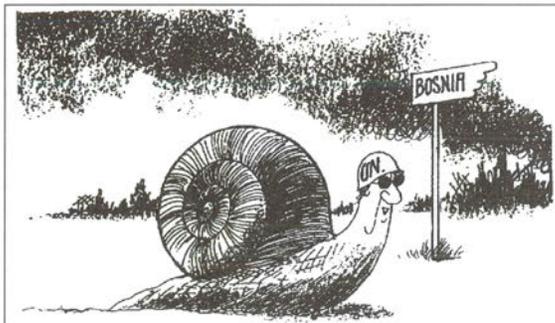
Serbes depuis la création de la "République serbe de Bosnie-Herzégovine", en mars 1992.

Leur déclaration en faveur de « l'indépendance, de l'indivisibilité et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine » — désavouant la politique du psychiatre fou, Radovan Karadzic, qui dirige localement les milices armées yougoslaves, et celle des pouvoirs serbes du conflit en Bosnie — n'est pas de pure forme (1).

Plusieurs raisons agissent en faveur de ce changement d'attitude : d'abord, et avant tout, la volonté de préserver les chances d'une reconnaissance internationale de la Fédération yougoslave proclamée entre la Serbie et le Monténégro, le 27 avril 1992 et de lui faire bénéficier des droits de l'ancienne Yougoslavie dans les organisations internationales ; ensuite, la perte probable de contrôle par Milosevic et l'état-major de l'armée yougoslave de leurs alliés provisoires.

Il était commode pour le pouvoir serbe d'avoir une sorte de division du travail avec les groupes d'extrême droite nationaliste de V.Seselj ou avec le parti de Karadzic et ses troupes en Bosnie : l'armée et les pouvoirs serbes servant de grand-arrière aux mains propres et assurant l'équipement des actions guerrières des groupes paramilitaires. Le "jeu" s'avère aujourd'hui perdant et très coûteux, avec le blocus économique qui risque d'aggraver le mécontentement social.

Si le réflexe patriotique de la "nation injustement attaquée" peut être puissant, il n'y a pas pour autant — les manifestations l'ont montré — identification avec cette guerre dont les Serbes



1) *Le Monde* du 3 juin 1992.

sont aussi les victimes. Les centaines de milliers de réfugiés, les morts, les déserteurs touchent toutes les communautés, toutes les familles.

L'heure des conflits ouverts entre alliés d'hier risque d'avoir sonné : l'état-major de l'armée yougoslave s'est déclaré prêt à céder ses équipements au gouvernement bosniaque (2) et non aux forces armées serbes de Bosnie qui les réclament. En Bosnie-Herzégovine même, les clivages socio-politiques entre Serbes des villes et villageois apparaîtront de plus en plus. Il faut comprendre que 60 % des soldats serbes de l'ancienne armée fédérale provenaient des républiques non-serbes, notamment de la Bosnie-Herzégovine, et plus particulièrement de ses zones rurales. C'est d'ailleurs ce qui permet à l'armée yougoslave de retirer les troupes qui ne sont pas natives de la République, tout en y laissant des contingents importants.

### Des responsabilités diverses

Mais, derrière tout cela, il y a une réalité : les forces d'extrême droite nationalistes puisent leur base sociale dans ces zones-là. La dissociation des Serbes avec l'affirmation d'une logique hostile à la Grande-Serbie est essentielle pour briser la légitimation d'actes barbares commis au nom de la défense des "intérêts serbes". Pour œuvrer dans ce sens, il faut, d'une part, désigner effectivement tous les responsables de la guerre, pas seulement Milosevic, et de l'autre, pousser à fond la critique de la logique grand-serbe, y compris dans l'opposition à Milosevic.

Oui, comme semble le découvrir le rapport des Nations-Unies, « la Serbie n'est pas seule responsable de la guerre en Bosnie-Herzégovine » (3). Les négociations secrètes évoquées plus haut entre courants d'extrême droite croates et serbes, les évolutions politiques — les purges — de l'Association démocratique croate (HDZ) de Bosnie-Herzégovine (proche de Tudjman) dans le sens d'une organisation paramilitaire contrôlée désormais par les courants proches du néo-fasciste Paraga, sont des réalités qui alimentent les actions des forces paramilitaires serbes. Ce sont donc toutes ces forces-là qu'il faut désarmer, en même temps que l'armée yougoslave doit effectivement se retirer.

Mais c'est la logique d'Etat-nation et, en premier lieu celle de la Grande-Serbie, qu'il faut combattre frontalement comme fauteuse de guerre. Une guerre qui a tous les risques de se concentrer demain au Kosovo. Là est l'épreuve de vérité de l'opposition à Milosevic, si celui-ci se retire ou tombe. ★

4 juin 1992

2) Libération du 3 juin 1992.  
3) Le Monde du 4 juin 1992.

## Le "repos du guerrier"

La militarisation de la Serbie a provoqué le développement de valeurs et de symboles guerriers et la mise en place d'un totalitarisme politique et moral. Cela a accentué la marginalisation politique des femmes et la séparation rigide entre les rôles masculin et féminin : l'homme au front, la femme au foyer.

Parallèlement au culte du sang et du sol, les nouveaux nationalistes serbes [sous la houlette de Slobodan Milosevic] ont redonné vie à la figure médiévale symbolique de la mère Yugovich — une femme courageuse, qui a mis neuf enfants au monde et les a offert pour la défense de la patrie jusqu'à la mort. La maternité est devenue une obligation et non un libre choix pour les femmes, leur sexualité devant être contrôlée et réduite à la procréation.

L'effondrement démographique de la Serbie a été décrit comme « l'une des plus grandes tragédies du peuple serbe », surtout par rapport à la "menace" représentée par la croissance démographique des Albanais du Kosovo, dont le taux de natalité est le plus élevé d'Europe.

Le pouvoir militarisé serbe insiste sur le fait que le taux de natalité doit augmenter pour permettre à la nation de se défendre en cas de conflit militaire. On critique les femmes si elles manquent à cette mission sacrée : « Je demande à toute femme serbe de donner le jour à un fils supplémentaire afin de faire son devoir national », a déclaré un politicien. Un autre, Rada Trajkovic, de l'Association des Serbes du Kosovo a été encore plus explicite : « Pour chaque soldat tombé dans la guerre contre la Slovénie [en juin 1991], les femmes serbes devront engendrer 100 fils de plus. »

La manipulation des femmes par l'establishment militaire est clairement apparue à l'occasion des rassemblements organisés par le Mouvement des femmes pour la Yougoslavie, formé en 1990. En février 1991, les femmes de ce mouvement ont déclaré publiquement leur soutien à l'Armée nationale yougoslave, prétendant que c'était la seule force capable de sauver le pays. La hiérarchie militaire manipule ces femmes à sa guise, et les fait descendre dans la rue pour appuyer des objectifs contraires à leurs intérêts.

Avant la vague massive de mobilisations pour la guerre civile, dans certaines régions du pays — comme le Monténégro, connu pour ses traditions martiales —, on insistait beaucoup sur le fait que les hommes devaient être prêts à donner leur vie pour la mère patrie et que toute désertion représenterait une atteinte à leur dignité masculine. Les hommes sont censés suivre à la lettre le vieux dictionnaire national : « Durant la guerre, aucun Monténégrin ne peut se protéger derrière une femme. » Un parlementaire monténégrin a même déclaré : « Ici, au Monténégro, nous croyons qu'un homme qui lutte sur le front et se permet de retourner à la maison sous la pression d'une femme devrait se suicider. »

Cette impression que les femmes empêchent les hommes de remplir leur devoir national a été renforcée par des programmes radiophoniques sur le front de Dubrovnik, où se trouvait une proportion élevée de Monténégrins : les soldats pouvaient envoyer des messages à leurs pères, leurs frères ou à leurs amis masculins, mais pas à leurs femmes ni à leurs amies.

Heureusement, le nombre des hommes qui désirent se libérer de cette culture guerrière machiste augmente, et ils sont de plus en plus nombreux à ne pas avoir honte d'être protégés par leurs mères, leurs épouses ou leurs sœurs. Un comité de femmes, formé au Monténégro en octobre 1991, a publié l'appel suivant : « Nous protestons contre la guerre privée que nos gouvernants mènent depuis leurs bureaux. Ils ont envoyé leurs fils à l'étranger, sur des courts de tennis, alors que les nôtres ont été entraînés de force vers le front et vers leur tombe. Nous exigeons que tous ces politiciens imbéciles et que les membres du haut-commandement militaire démissionnent immédiatement afin de sauver ce pays. »

On sent clairement que la majorité des femmes sont du côté de la paix. Elles sont convaincues qu'il existe une alternative non violente. Une vieille femme serbe, ayant été obligée de fuir son village de Croatie, m'a confié un jour : « Nous, les femmes, nous aurions dû nous unir comme eux [les militaires] — nous aurions pu établir un accord de paix en un rien de temps. »

Paradoxalement, le rôle exclusif de reproductrices assigné aux femmes — censé les éloigner des affaires publiques — en a conduit plusieurs à participer activement à la vie politique, au sein des diverses structures pacifistes qui existent aujourd'hui en Serbie, pour défendre leurs enfants et refuser leur enrôlement. ★

Stasa Zajovic

The Intruder, février 1992

# La mascarade de Rio

**D**ES DELEGATIONS de 160 pays sont attendues à Rio, avec des chefs d'Etat et de gouvernement, des parlementaires, des experts et des représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG) — soit, au total, environ 30 000 participants.

Cette foule n'aura, en fait, pas grand chose à faire. Les innombrables conférences de préparation ont montré que le sommet débouchera probablement sur peu d'accords concrets ; à la veille de son ouverture, plusieurs documents sont disponibles.:

- L'Agenda 21. Ce dossier de plusieurs centaines de pages prétend montrer les choix écologiques à suivre pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Même le journal conservateur autrichien, *Die Presse*, a conclu amèrement que « *ce dossier peut être accepté, y compris par des Etats peu soucieux de l'environnement. Il n'a aucun poids légal* ».

Selon le secrétaire général de l'UNCED, Maurice Strong, la mise en pratique des points les plus importants étudiés par la rencontre nécessiterait 650 milliards de dollars — la part du lion, 500 milliards de dollars, devrait être fournie par les pays en voie de développement.

- La Déclaration de Rio. A l'origine, l'adoption d'une Charte de la terre était envisagée. Finalement, seulement 27 principes ont été retenus qui, dans l'ensemble, ne servent à rien. Les spécialistes de la question évoquent souvent la remarque du président George Bush : « *Le mode de vie des Américains ne devra pas être débattu à Rio* » ; le président des Etats-Unis peut assister sans crainte au sommet...

- La Convention sur le climat. Ce texte vaut à peine le papier sur lequel il est rédigé. Les limitations fixées pour la réduction des émissions de gaz qui provoquent l'effet de serre ont été supprimées. Les Etats-Unis ont d'ailleurs exprimé leur totale opposition à tout établissement concret de mesures obligatoires.

- La Convention sur les forêts et la défense des espèces. La Convention sur les forêts a déjà été écartée au cours des négociations préparatoires. Pour préserver les apparences, il est possible qu'un document insipide sur les forêts soit adopté pendant le

**Les milliers de participants, les tonnes de papier et les beaux discours à l'occasion de la conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement (UNCED), qui s'ouvre à Rio de Janeiro, le 3 juin 1992, n'auront aucune conséquence positive. On peut prédire, sans risques de se tromper, que les résultats concrets de ce sommet seront dérisoires.**

---

## Hermann DWORCZAK

---

sommet. En ce qui concerne les espèces végétales et animales, même si on estime que des millions d'entre elles disparaîtront d'ici l'an 2000, aucune action sérieuse n'est envisagée. Les pays industrialisés veulent que le tiers monde reste une région facile à exploiter librement.

Le Nord riche — 20 % de la population mondiale y consomme 80 % des ressources — veut à tout prix que la discussion de

*tions écologiques qui le touchent directement. La conférence internationale des ONG de 1991, à Paris, avait déclaré sans ambiguïté que tout programme qui ne prévoirait pas des réductions drastiques des dépenses militaires, une dimi-*

*nution des émissions de dioxyde de carbone par les nations industrialisées et une solution de la crise de la dette en faveur du tiers monde n'aurait aucun sens. »*

## Le fossé Nord-Sud

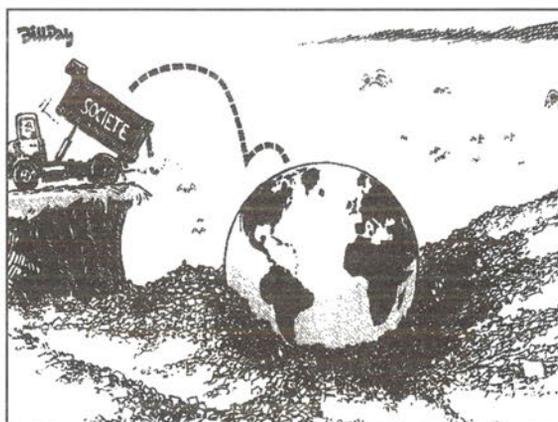
Ce n'est pas uniquement le lien entre les Etats capitalistes du Nord et leurs agents néocolonialistes du Sud qui empêche le sommet de Rio de porter la moindre attention à ceux que Frantz Fanon appelait « *les damnés de la terre* ». La base théorique même des résolutions et les propositions spécifiques qui en découlent ne sont guère encourageantes. Le Rapport Brundland de l'UNCED intitulé *Notre avenir commun* ne remet pas en cause la logique du profit, il prévoit une croissance « équilibrée », pour remplacer l'ancienne croissance « illimitée ».

Dans les divers modèles de croissance proposés au tiers monde, les exportations — sans aucun changement de la structure injuste et unilatérale actuelle — et la coopération avec les multinationales sont essentielles : « *Les multinationales peuvent jouer un rôle clé pour le développement, surtout depuis que les pays en voie de développement reposent de plus en plus sur le capital étranger.* » La modération du Rapport Brundland est telle qu'il ne mentionne ni la suppression de l'énergie nucléaire ni l'interdiction de l'exploitation industrielle de l'Antarctique.

Brigid Weinzinger estime que les pays industrialisés sont prêts à verser entre 5 et 15 milliards de dollars d'aide à l'environnement pour contenter les opinions publiques.

Le Groupe des 77, réunissant plus de 120 pays du tiers monde, n'a pas réussi à imposer la création d'un fonds écologique global. A la place, les subventions seront réparties selon les critères du marché libre ; la Banque mondiale jouera un rôle décisif dans la répartition des fonds écologiques de l'enveloppe globale pour l'environnement.

On peut espérer davantage du résultat de



Rio reste dans des limites strictes. Les conditions économiques internationales, qui condamnent les trois quarts de la population mondiale à la marginalisation sociale ne seront pas abordées à Rio, sous prétexte qu'elles dépendent d'autres organismes, tel le Traité général sur les tarifs et le commerce (GATT). Il n'y aura pas non plus de discussion sur le fardeau que représente la dette du tiers monde en matière d'environnement.

Selon la représentante d'une ONG autrichienne, Brigid Weinzinger, qui travaille pour le Service d'information sur les politiques de développement, Rio est une « *mascarade* » : « *A Rio, on ne fera qu'analyser les symptômes. Le Sud n'arrachera pas le droit à un réel développement. Le Nord, pour sa part, ne veut discuter que des ques-*

la conférence parallèle des ONG, que ses initiateurs conçoivent comme un échange général d'expériences, mais aussi comme un lieu de décision et de propositions concrètes. Les résultats de ce contre-sommet doivent déboucher sur une proposition alternative à l'Agenda 21 officiel. La formation d'un réseau mondial devrait se concrétiser par des accords entre ONG et une Alliance sur le climat entre les Etats du Nord et les habitants de l'Amazonie — surtout les population indigènes. Cette rencontre sera avant tout l'occasion de lancer des campagnes dans les pays du Nord pour faire pression sur les dirigeants. Car, sans luttes et sans mobilisations à la base, les décisions de la conférence alternative n'auront aucun poids. ★

Vienne, 22 mai 1992

### Un "oubli" de taille

Le taux de croissance actuel de la population mondiale, qui devrait augmenter d'environ 97 millions de personnes dans les années 90, est l'un des facteurs qui doit être pris en compte dans la planification de l'utilisation des ressources.

Le contrôle de la natalité va de pair avec l'amélioration de la vie des femmes, et donc de la population dans son ensemble. Le fait que les femmes reçoivent une éducation et une formation provoque une baisse du taux de natalité, car elles ont d'autres choix que leur rôle traditionnel de mères. En outre, les grossesses à répétition, dans de mauvaises conditions, sont préjudiciables pour leur santé.

Certains programmes de contrôle de la population, tel celui appliqué en Chine, où la limitation à un enfant par famille conduit à d'importants infanticides de filles, sont contradictoires avec l'idée de contrôler la natalité afin d'améliorer la vie. C'est aussi le cas de certains programmes de planification familiale, qui obligent les habitants des pays en voie de développement à utiliser des contraceptifs ou pratiquent des stérilisations forcées.

Mais le refus de discuter du contrôle de la population parce que cela va à l'encontre des enseignements de l'Eglise catholique est tout aussi dangereux pour la vie et la santé des femmes. Or, le contrôle de la croissance ne sera pas évoqué lors du Sommet de Rio. Le Vatican a nié s'être opposé à la prise en considération de cette question. Mais, que cela soit à cause de l'intervention de l'Eglise ou de pays où celle-ci a une forte influence, l'omission de cette question souligne une fois de plus comment ce sommet a écarté les questions cruciales. ★

# Quels transferts Nord-Sud ?

**Les pays en voie de développement ont besoin d'une croissance économique, mais cela ne justifie pas pour autant que les riches nations industrialisées y transfèrent des technologies destructrices.**

Fred PEARCE \*



LA TECHNOLOGIE a provoqué le chaos sur notre planète, mais elle peut aussi nous en sortir. Autant de délégués du Sud pauvre que du Nord riche participeront au gigantesque Sommet de la terre de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à Rio de Janeiro du 3 au 13 juin 1992.

Mais seront-ils à égalité ? Comment peut-on être sûr que les quatre cinquièmes de la population de la planète, qui vivent dans les pays pauvres, pourront avoir accès aux nouvelles technologies "vertes", créées aujourd'hui dans les laboratoires de l'Ouest ?

Mais seront-ils à égalité ? Comment peut-on être sûr que les quatre cinquièmes de la population de la planète, qui vivent dans les pays pauvres, pourront avoir accès aux nouvelles technologies "vertes", créées aujourd'hui dans les laboratoires de l'Ouest ?

Les ingénieurs des pays industrialisés croient qu'ils commencent à maîtriser les problèmes globaux d'environnement, pour pouvoir supprimer la pollution et utiliser les ressources naturelles plus efficacement. Mais ils craignent aussi que ce progrès soit menacé par les pays pauvres qui veulent améliorer leur situation. En 1991, lors d'une conférence sur les transferts de technologie, à l'Institut royal des Affaires internationales de Londres, Mostafa Tolba, le directeur égyptien du Programme pour l'environnement de l'ONU, a déclaré : « Si ces pays [du tiers monde] se développent avec les techniques de production obsolètes et inefficaces que les pays riches avaient utilisées pour créer leur richesse, notre destruction est alors assurée. » Selon lui, le défi du Sommet de la terre est « d'assurer que les technologies propres actuelles soient disponibles pour les pays pauvres, à des prix abordables ». Pour lui, les technologies qui réduisent le gaspillage sont l'espoir le plus important pour l'environnement.

La formule "transfert de technologie" imprègne les montagnes de documents déjà rédigés pour le sommet. Mais cette expression n'est guère précise et elle repose sur des hypothèses dangereuses. Elle renforce l'image que l'Occident se fait de lui-même, en tant que source de sagesse technologique : les gouvernements du tiers monde craignent que les préoccupations écologiques des pays riches ne deviennent des armes pour accroître le contrôle occidental sur les économies des nations pauvres, en les contraignant à une dépendance accrue vis-à-vis des technologies de l'Ouest. De nombreux gouvernements du tiers monde sont de plus en plus désireux de soutirer de l'argent et d'autres faveurs aux riches.

### L'hypocrisie des riches

Tous les représentants gouvernementaux au Sommet de la terre lanceront des appels rituels à une augmentation des transferts de technologie, vus comme des éléments essentiels pour sauver la planète. Selon les négociateurs britanniques, les pays du tiers monde jugent l'accès aux technologies de sauvegarde de l'environnement « pratiquement aussi important que l'accès aux ressources financières ».

Or, comme le souligne ironiquement une dirigeante écologiste du tiers monde, Anil Agarwal du Centre indien pour la science et l'environnement, « ces pays occidentaux, qui se sont comportés de manière complètement immorale en matière d'environnement, font aujourd'hui la leçon à ceux qui ont été les plus frugaux et économes ». Les pontes de l'environnement de New York — les lumières de cette ville se voient depuis l'espace — s'autorisent à donner des conseils en matière d'économies d'énergie à l'Afrique, alors que New York utilise plus d'électricité que tout le "continent noir", du Sahara jusqu'au fleuve Limpopo.

Un Nord-Américain aggrave vingt fois plus l'effet de serre qu'un Indien. Or, ce sont les Nord-Américains qui prétendent déterminer le mode de vie écologique des Indiens, et non l'inverse.

Mais les choses ne sont pas si simples ; les pays du tiers monde voudraient emprunter la voie la moins chère mais la plus pol-

\* Membre du comité de rédaction de la revue britannique *New Scientist*.

luante de l'industrialisation, celle suivie par l'Ouest il y a des décennies.

Le contraste entre les politiques de l'environnement de l'Ouest et du tiers monde est total. Durant les deux dernières décennies, l'efficacité en matière d'énergie s'est améliorée de plus de 20 % à l'Ouest. Les émissions de dioxyde de carbone aux Etats-Unis ont été moins importantes dans les années 80 que dans les années 70, alors que la croissance économique augmentait. Des usines de traitement des eaux usées et l'utilisation de filtres plus performants ont permis une réduction spectaculaire de la pollution des rivières et des pluies acides à l'Ouest.

### L'exemple pervers du Nord

Dans le même temps, les fumées noires déversées par les cheminées d'usines d'Inde et de Chine, le *smog* de Mexico, la destruction des forêts tropicales de l'Amazonie à Bornéo, les projets d'irrigation africains qui assèchent plus de champs qu'ils n'en irriguent, illustrent comment les vieilles technologies occidentales causent des ravages dans le Sud. L'industrie pétrolière du Nigéria est si inefficace qu'elle brûle une quantité de gaz naturel équivalente à l'approvisionnement en énergie de la majorité de l'Afrique.

L'importance démesurée de cette pollution et de ces gaspillages montre que d'immenses améliorations simples sont possibles. Pour Toufiq Siddiqi, spécialiste de l'énergie du Centre Est-Ouest d'Hawaï : « *Tout investissement de 10 dollars dans la maîtrise de l'énergie en Chine pourrait réduire d'une tonne les émissions de dioxyde de carbone.* »

Mais la possibilité d'un développement industriel plus propre dans le tiers monde n'implique pas automatiquement plus de technologie occidentale, encore moins si, comme beaucoup de gouvernements du tiers monde le dénoncent, l'Ouest fait tout pour ne pas partager sa technologie.

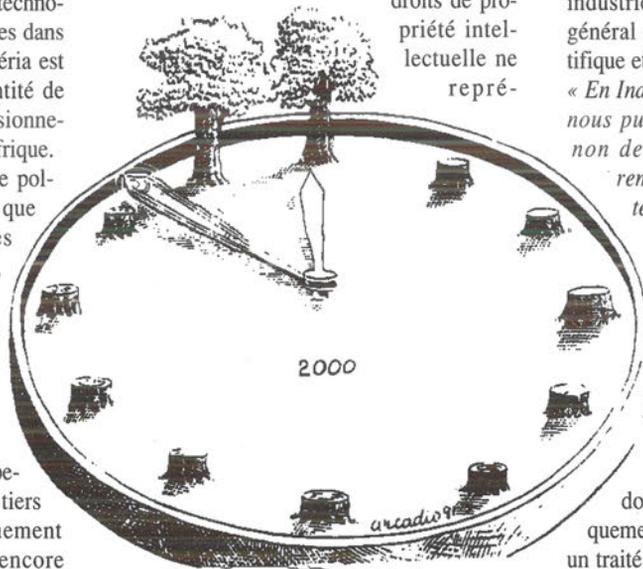
Les inventions les mieux à même d'avoir des effets, surtout en matière de maîtrise de l'énergie et de réduction de la pollution, sont des technologies peu coûteuses, souvent amorties en un ou deux ans. Par exemple, selon Siddiqi, un entretien correct des 400 000 petites centrales thermiques chinoises, qui utilisent chacune 300 millions de tonnes de charbon par an, pourrait réduire la consommation de fuel et la pollution de 30 %, parvenant à une efficacité proche de celle de l'Ouest.

En tout cas, la liste des technologies avancées introduites avec succès dans le tiers monde est très limitée, surtout en Afrique. D'après, John Coleman, responsable des questions d'environnement dans la firme chimique britannique ICI : « *Les*

*transferts de technologie sont un problème social et non industriel ; il ne s'agit pas de remettre des notices détaillées, mais de s'assurer que les machines fonctionneront.* »

Un rapport du cabinet de consultants Touche Ross, préparé pour les négociateurs britanniques du Sommet de la terre, réfute l'existence d'une prétendue barrière qui empêcherait les pays du tiers monde d'avoir accès aux technologies pour réduire les émissions de gaz provoquant l'effet de serre. « *Les pays en voie de développement ont généralement accès aux technologies nécessaires. C'est plus une barrière subjective que réelle.* » Les technologies réellement efficaces ne sont pas des pièces d'équipement, mais des techniques "douces" — surtout la formation et les techniques d'entretien — qui ont été historiquement négligées.

Touche Ross a étudié le rôle des transferts de technologie pour combattre l'effet de serre et pour conserver la diversité biologique. Dans les deux cas, selon cette compagnie, les brevets et la multiplication des droits de propriété intellectuelle ne repré-



sentent pas une barrière significative au transfert de technologie : « *En fait, le droit de propriété intellectuelle facilite la circulation des connaissances scientifiques, en informant sur des innovations disponibles.* »

L'obstacle réel aux transferts de technologie vers le tiers monde réside dans la difficulté des gouvernements locaux à les gérer. En décembre 1991, à l'occasion de la Conférence de Vienne, où des scientifiques ont préparé l'ordre du jour du Sommet de la terre, une étude sur ce thème notait « *l'échec des pays en voie de développement à utiliser pleinement l'information technologique dans le domaine public — par exemple, les brevets qui ont expiré.* » Et concluait par : « *La capacité à assimiler la technologie, et non les barrières du transfert, constitue le premier obstacle. La diminution de la propriété intellectuelle et des restrictions de*

*brevet ne conduiraient pas nécessairement à des transferts plus importants.* »

Quant aux ONG, réunies à Paris, en décembre 1991, pour préparer leur propre "plan d'action" pour le Sommet de la terre, elles concluaient : « *L'idée que la technologie pouvait être transférée du Nord au Sud s'est révélée fautive. Une technologie qui implique un simple transfert de machines et de produits chimiques ne durera que tant que les créateurs du matériel seront présents.* » Selon ces associations, « *il faut former la population à différentes techniques pour lui permettre de les adapter de manière créative, d'innover et d'inventer de nouvelles technologies appropriées à ses besoins et à ses sociétés.* »

### A qui appartiennent les richesses naturelles ?

De nombreux ingénieurs du Sud rejettent l'engouement de leurs gouvernements pour la technologie occidentale dernier cri. Ainsi, S. Varadarajan, un industriel indien connu, ancien directeur-général du Conseil de la recherche scientifique et industrielle de son pays, a déclaré : « *En Inde, nous avons besoin de choses que nous puissions réparer [nous-mêmes], et non de boîtes noires qui doivent être remplacées. Nous devons installer les technologies petit à petit, par étapes. Et il faudrait qu'il y ait un lien entre la technologie importée et la communauté locale. La région devrait pouvoir fournir quelques ressources, et le processus utiliser des connaissances locales.* »

La plupart de ces problèmes sont apparus avec acuité dans le domaine de la biotechnologie, politiquement crucial, lors de la discussion sur un traité global visant à préserver la diversité biologique, qui devrait être signé par les dirigeants mondiaux au Sommet de Rio.

La majorité de ce qui reste de la diversité biologique de la planète — espèces sauvages, cultures ou écosystèmes — est concentrée sous les tropiques. Mais des pays comme le Brésil, l'Indonésie ou l'Inde résistent à la revendication des gouvernements et des défenseurs de l'environnement occidentaux, qui expliquent que cette diversité biologique serait un héritage mondial. Pour les huit signataires latino-américains du Pacte de l'Amazone, signé en février 1992, les « *ressources biologiques appartiennent, sans aucun doute, aux pays qui exercent une souveraineté sur elles.* »

Ils rejettent aussi l'idée que leurs forêts vierges, qui abritent environ la moitié des espèces mondiales, devraient être préservées au bénéfice du reste de la planète — surtout parce qu'ils pensent que les compagnies ali-

mentaires et pharmaceutiques des riches pays du Nord cherchent à faire des profits grâce à cette "ressource globale". Selon Agarwal : « *Le prétexte ronflant de l'héritage commun de l'humanité est une astuce rhétorique pour déguiser l'exploitation constante.* »

La clé des richesses recelées dans les forêts vierges est la biotechnologie, en particulier la manipulation génétique, qui permettrait de transférer les attributs génétiques de leurs plantes sauvages aux plantes cultivées. Ainsi des espèces ont développé des gènes résistants à certains parasites, et permettant de réduire les temps de croissance ou d'augmenter la production.

Selon un rapport récent sur les forêts de Guyane réalisé pour le Secrétariat du Commonwealth, les découvertes en biotechnologie ont « *beaucoup accru la valeur économique potentielle de leur riche patrimoine génétique* ». Mais, sous les tropiques, les gouvernements craignent que, d'ici quelques décennies, les experts en biotechnologie pillent les ressources génétiques de leurs pays, les rapportent chez eux et les stockent dans les banques de gènes occidentales.

Un exemple typique de l'exploitation du tiers monde est apparu à l'occasion de la découverte par l'Institut international de l'agriculture tropicale britannique, dans le nord du Nigéria, de plantations de dolique [plante proche du haricot, ndr] inhabituellement résistantes aux charançons, qui dévorent généralement une partie des récoltes. Cet institut a employé des chercheurs de l'Université britannique de Durham pour isoler la source de cette résistance, qui s'est révélée être une molécule appelée trypsin inhibiteur, qui agit sur le métabolisme du charançon. Ensuite, une firme liée à l'université a découvert le gène qui articule la molécule, a sorti un brevet, et a commencé des démarches auprès de différents distributeurs de graines pour l'incorporer dans diverses variétés.

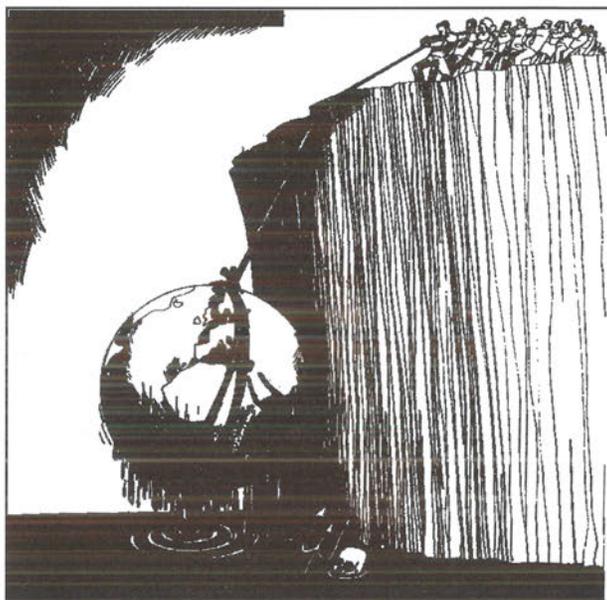
Les ventes de graines génétiquement transformées pour résister aux charançons débiteront peut-être dans une décennie. Mais le Nigéria ne touchera pas le moindre droit pour l'expérience de ses fermiers dans la sélection de la variété résistante, car les chercheurs britanniques, après avoir achevé leur travail sur les plantes du Nigéria, ont décidé d'obtenir le gène à partir d'une variété californienne de dolique.

Comme les consultants de Touche Ross l'ont déclaré au gouvernement britannique, les ressources génétiques ne sont pas un « *gisement de pétrole biologique* ». Si les pays du tiers monde veulent en tirer des bénéfices, ils doivent développer des techno-

logies pour les exploiter. Les perspectives en ce sens semblent faibles, parce que de nombreux pays manquent de scientifiques formés et d'un soutien institutionnel pour bénéficier de leurs ressources génétiques.

### La valeur de l'expérience

Mais ces pays possèdent un atout hors de prix, mais souvent dévalué : les connaissances locales. Dans la forêt amazonienne, par exemple, seules les communautés indiennes connaissent en détail les plantes et les insectes qui y vivent et leurs propriétés médicinales ou leur résistance aux parasites. Il y a quelques années, des chercheurs en pharmacie ont essayé d'exploiter cette expérience, parlant de "course contre la montre"



avant que les méthodes modernes n'en finissent avec les connaissances des communautés des forêts.

L'Institut national sur le cancer du gouvernement des Etats-Unis teste chaque année 10 000 plantes, à la recherche de traitements. Des botanistes lui envoient des racines, des feuilles et d'autres spécimens ; mais ils font aussi une utilisation croissante des shamans, ou des guérisseurs traditionnels, et de leur connaissance encyclopédique de la botanique de leur région.

Gordon Cragg, dirigeant de la branche des produits naturels de cet institut, a récemment écrit : « *Nous avons l'habitude de considérer ces guérisseurs comme des praticiens de la magie noire ou du vaudou. Mais, durant les cinq dernières années, une étude plus systématique des plantes qu'ils utilisent nous a fait comprendre l'importance et l'étendue de leurs connaissances.* » Ces chercheurs ont déjà découvert deux plantes — un arbre de Samoa et un lierre du Cameroun — qui paraissent capables de lutter contre le VIH, le virus à l'origine du SIDA.

Le transfert de technologie n'est plus une voie à sens unique, c'est un dialogue. Comme les communautés tribales et les gouvernements du tiers monde commencent à en prendre conscience, la valeur potentielle de leurs connaissances deviendra un produit coté. Le savoir détenu dans les huttes des shamans et dans les communautés agricoles sera peut-être aussi vital pour la sauvegarde de la planète que celui des laboratoires du Nord. Selon Agarwal : « *Les pays en voie de développement ne doivent pas signer la convention sur la diversité biologique, tant que la dissymétrie actuelle dans l'accès à la connaissance et à la technologie n'aura pas diminué.* »

Le développement de transferts de connaissance et d'expérience Sud-Sud est tout aussi encourageant. Des biologistes vietnamiens, par exemple, ont récemment utilisé du matériel génétique fourni par le Centre international de la pomme de terre du Pérou pour développer des variétés pouvant s'acclimater à leur climat. Ils travaillent à présent à l'amélioration d'une variété de café. Dans la Thaïlande voisine, le Centre national pour le travail génétique et la biotechnologie a repris les travaux de chercheurs universitaires britanniques pour développer une industrie locale de fécula à base de manioc.

Ce type d'adaptation de la technologie à des produits et à des processus artisanaux locaux, et l'échange d'idées entre les pays qui sont à une étape similaire de développement, est un modèle plus prometteur pour un transfert réussi que l'importation aveugle de technologies occidentales. De ce point de vue, le savoir indigène est au moins aussi précieux pour les pays du tiers monde que les connaissances scientifiques de l'Ouest. Le défi est de réussir à marier les deux. ★

*New Scientist*, 9 mai 1992

### Errata

● Dans notre numéro 352 du 8 mai 1992, l'article "Sur les chemins escarpés" (p. 19) a été écrit en commun par Pierre Salama et Jacques Valier, que nous avons malencontreusement oublié de mentionner. Il s'agit d'extraits de la postface de l'édition en castillan de *L'économie gangrénée*.

● Dans le numéro 353 du 22 mai 1992, cette fois deux erreurs se sont glissées :

En page 28, dans la brève sur le contre sommet de Munich, nous donnons diverses dates en juin, or il s'agit de juillet 1992.

En page 7, dans le tableau sur le vote aux élections régionales de 1992, les chiffres de la ligne concernant le vote pour le centre aux élections européennes de 1989 sont faux ; il fallait lire : 1 ; 1 ; 8 ; 2 ; 7 ; 3 ; 2 ; 53 ; 15 ; 8 ; 100 %.

# Le dépotoir centraméricain



L'organisation Greenpeace a tiré la sonnette d'alarme. Comme c'est le cas dans d'autres pays du tiers monde, depuis 1987, plus de 35 projets de commercialisation des déchets toxiques ont été proposés aux gouvernements centraméricains. Les autorités de la région en ont rejeté certains, mais d'autres sont déjà en cours de réalisation. Si des mesures efficaces ne sont pas prises, on peut craindre que l'Amérique centrale ne devienne le dépotoir moderne du monde développé.

Joan PALOMES



LE TABLEAU est éloquent : le monde développé génère des déchets — toxiques, dangereux et radioactifs — qui sont le prix de l'industrialisation, de la consommation et du

bien-être. Paradoxalement, une partie de ces déchets sont transférés vers des pays à qui on a refusé l'industrialisation, ainsi que la consommation et le bien-être. Voilà le prix du sous-développement.

L'environnement est devenu un sujet de controverse — qui illustre très bien la terrible injustice qui existe entre les deux mondes — ; il agite les rencontres au sommet.

Les tensions Est-Ouest avaient relégué au second plan toute une série de problèmes cruciaux concernant l'humanité. Entre le Nord et le Sud, on trouve de multiples abîmes de misère et de faim, de science et de technologie, de plans d'ajustement et de marché. Mais la dégradation de l'environnement est le nouvel invité vedette du dialogue inégal Nord-Sud ; il creuse encore plus cet abîme, accentuant les différences et les remords, mettant à nu une longue histoire insolite de destruction et de pillage.

Les monocultures épuisent la terre. Les pesticides et les fongicides sont des poisons. Les industries à haut risque, transférées dans le tiers monde, sont responsables de véritables génocides. Les déforestation aveugle de régions entières, grandes comme des pays, pour meubler les foyers accueillants du Nord ou pour faire des journaux à grand tirage qui dénonceront les saccages de l'en-

vironnement. L'insatiable extraction des richesses du sous-sol jusqu'à vider ses entrailles minérales. La contamination de la mer. De l'air. De la vie.

L'Amérique centrale n'échappe pas à ces phénomènes. Des mines d'or exténuées. Une faune marine au bord de l'extinction. De vastes territoires rasés. Des terres fertiles condamnées à la monoculture bénéfique de la banane ou du coton. Des industries interdites. Des produits chimiques interdits. Tout cela découle d'un désordre économique international. D'une civilisation du gaspillage. D'une culture qui trafique des bénéfiques.

## Qui pollue ?

Selon la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies, les pays industrialisés produisent 90 % des déchets toxiques mondiaux.

En 1984, on estimait à près de 400 millions de tonnes la quantité de déchets produits — près de 70 % proviennent de l'industrie chimique. Les moyens utilisés par les différents pays pour se défaire de ces résidus dangereux sont aussi divers que peu fiables : usines de traitement — c'est peut-être le système le plus sûr — utilisées surtout dans les pays nordiques d'Europe ; fosses et containers de surface — 75 % des déchets toxiques y sont déversés — ; dépotoirs et colmatages de surface ; utilisation de la mer (eaux internationales) comme décharge publique ; et, enfin, la modalité la plus pratique et la plus économique : l'exportation de résidus vers d'autres pays, évidemment du tiers monde.

Entre 1986 et 1988, plus de 3 millions de tonnes de déchets dangereux furent ainsi envoyées vers des pays en voie de développement. Selon Greenpeace, « ce chiffre est sous-estimé, car le chiffre exact peut être

## Victimes des insecticides

Près de 2 000 travailleurs des bananeraies du Costa-Rica ont porté plainte contre plusieurs multinationales dont les célèbres Standard Fruit Company et Shell Oil (responsables respectivement de l'utilisation et de la distribution du pesticide DBCP au Costa Rica).

Plus de 3 000 ouvriers agricoles seraient devenus stériles suite aux applications du DBCP, dans les années 70, dans les bananeraies de la Standard sur la côte atlantique du Costa Rica — le DBCP avait été interdit dès 1977 en Californie. Les plaignants — il faut souligner que, pour la première fois, un tel procès a lieu sur le territoire des Etats-Unis — espèrent être indemnisés, mais cela ne compensera sûrement pas les ravages personnels et sociaux provoqués par cette stérilisation forcée à grande échelle — alcoolisme, tentatives de suicide, etc. D'autres travailleurs n'auraient été que "contaminés" et non rendus stériles, ce qui aura des conséquences encore méconnues sur leurs enfants.

Le DBCP est un insecticide particulièrement efficace contre les vers qui attaquent les bananes, mais aussi un véritable poison pour les êtres humains. La compagnie n'avait jamais prévenu les travailleurs des risques encourus et ne leur avait fourni aucune protection. ★

Source : *Pensamiento Propio*

plus élevé à cause du trafic illégal et clandestin de déchets ».

La législation sur l'environnement des pays industrialisés, assez sévère et précise, beaucoup d'industries choisissent cette alternative car c'est la plus économique. Le coût élevé des dépôts de déchets, les garanties obligatoires de sécurité, dans les pays du Nord, et l'absence, voire l'ambiguïté, des législations sur l'environnement des pays sous-développés constituent des facteurs qui encouragent ce processus.

En ce qui concerne la législation de l'environnement, l'Accord de Bamako, ratifié en 1991, est un précédent intéressant dans le tiers monde : selon ses termes, les pays de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) interdisent tout type de trafic de déchets toxiques. Selon un rapport de Greenpeace, « c'est la législation la plus complète qui existe en matière de déchets toxiques et nucléaires, elle constitue un exemple pour la région centraméricaine ».

Seul le Belize a promu une législation sur l'environnement qu'on peut qualifier de correcte. Le Guatemala et le Costa Rica disposent de lois sur l'environnement d'une incroyable faiblesse, car elles permettent l'importation de déchets toxiques destinés à l'« utilisation commerciale et scientifique »

ou au « recyclage ». Panama, le Salvador et le Nicaragua attendent toujours que leurs assemblées sanctionnent des lois concernant le trafic de déchets ; le Honduras n'a encore aucune réglementation sur la question.

### Le cynisme des "projets de développement"

La face cachée la plus insidieuse de ces importations troubles et insalubres concerne les affaires juteuses des grandes entreprises nord-américaines ou européennes spécialisées dans le trafic de déchets toxiques. Les bénéfices réalisés par les prospères commerçants locaux, qui deviennent les intermédiaires de ces sociétés, sont importants. Selon Erwin Garzona, responsable de la Campagne contre le trafic de déchets toxiques en Amérique centrale, « la rentabilité de ces affaires est plus que garantie. Les entreprises payent 1 000 dollars — et quelque fois beaucoup plus — par tonne. Et nous avons affaire ici à des quantités [de déchets] qui dépassent 1 000 tonnes habituellement. ».

Les entreprises exportatrices de déchets les plus actives en Amérique centrale sont basées à Miami. Ce consortium de plusieurs compagnies — les plus importantes sont Energy Resources, Terra International Services, Amin Trade Company, World Wide Energy — est dirigé par le Cubain Roberto Gurin et le Cubano-Nord-Américain Evelio Lopez. Leur activité est simple : il s'agit de « passer des contrats avec des industries européennes et nord-américaines. Il y a aussi un contrat spécial avec l'armée des Etats-Unis pour transférer les déchets [de celle-ci] », explique Garzona.

Les négociateurs latino-américains n'ont aucun scrupule d'ordre écologique à l'heure de réaliser des affaires. En général, la tractation se fait avec des fonctionnaires ou des entrepreneurs très proches des gouvernements en place, comme le conseiller économique du président du Honduras Leonardo Callejas, Emin Abufelle, directeur de Investissements La Mosquitia (MOSA), dont l'entreprise a introduit des déchets toxiques et des cendres résiduelles en provenance des Etats-Unis. Le riche homme d'affaires guatémaltèque Isidro Kisillos, directeur de l'Amy Drive Company, s'occupe aussi des déchets toxiques, tout comme les secteurs du patronat de ce pays liés à l'industrie de la bière.

Si l'aspect "mercantile" et lucratif de ce trafic peut paraître choquant, le fait de le présenter sous couvert de "projets de développement" est tout simplement cynique. L'importation de déchets toxiques est généralement associée à des projets d'installation d'usines d'incinération et à d'autres technologies qui donnent une image moderne de

développement à cette immense exaction. Les trafiquants de déchets font miroiter la création d'emplois, la construction d'infrastructures, l'arrivée de devises, etc., que devraient apporter leurs marchandises. Ils vont jusqu'à prétendre que, grâce à l'utilisation de ces déchets comme combustible pouvant se substituer au pétrole, les usines d'incinération pourraient fabriquer une énergie moins coûteuse. La pollution que provoqueraient ces industries serait immense : les émanations de gaz, les cendres — avec un fort taux de dyoxine — et les infiltrations souterraines, ainsi provoquées, entraîneraient des dégâts inestimables pour l'écosystème.

Les cendres rejetées par les usines d'incinération d'ordures des grandes villes des Etats-Unis ont été proposées à plusieurs reprises comme matière première "gratuite" pour construire des routes et des maisons populaires dans le tiers monde. Il faut rappeler que ces cendres contiennent de forts taux de métaux lourds, de furane et de dyoxine, qui font partie des cancérigènes les plus actifs. Voilà ce qu'ils appellent le « développement social et économique » — rien n'est dit des dégâts sur l'environnement produits par ces incinérations, ni des effets sur la santé — cancer, mutations génétiques, stérilité, altérations du système nerveux, etc.

Selon le dernier rapport de Greenpeace sur le trafic de déchets toxiques, certains des déchets "proposés" à l'Amérique centrale sont « des cendres toxiques des usines d'incinération, des déchets de caoutchouc, de produits chimiques industriels, nucléaires, de la boue d'égouts, des résidus de plomb, des rebuts toxiques solides et de la peinture usagée ». Ce florilège contient des substances hautement toxiques, et, dans le pire des cas, des éléments radioactifs à forte densité dont les effets perdurent pendant 100 000 ans — mille siècles ! Toute une vie.

Il faut établir une législation de l'environnement énergique et détaillée en Amérique centrale — qui ne laisse aucune place aux imprécisions. Pour stopper ces abus toxiques et financiers, l'élaboration « d'une législation locale et régionale sur l'environnement est essentielle. Mais il faut aussi une campagne systématique de sensibilisation de l'opinion publique. Les médias, les groupes écologiques et les mouvements sur l'environnement ont devant eux une tâche urgente » rappelle Erwin Garzona. En effet, les lois, dans nos pays, sont trop fréquemment violées. ★

Pensamiento Propio  
Managua, septembre 1991

### De drôles d'"importations"

Pour la seule période de janvier à août 1991, Greenpeace recensa douze cas de trafic de déchets toxiques en Amérique centrale. Voilà quelques cas — il faut signaler que pour certains d'entre eux les gouvernements locaux prétendent avoir refusé les projets.

#### ● Guatemala

En janvier 1990, les sociétés Terra International Services (Miami), Energy Ressources, N. V. et Trade Company (New York) proposèrent l'installation d'une usine d'incinération au Guatemala qui utiliserait comme combustible 1,2 million de tonnes par an de solvants halogénés ou à base de benzène, en provenance de Bayer et Dow Chemical. Ce projet prévoyait également la construction de logements populaires avec les cendres.

En septembre 1990, plusieurs containers de déchets radioactifs et nucléaires seraient entrés au Guatemala, via le Mexique, et installés dans le département du Peten. Leurs étiquettes n'en signalaient pas le véritable contenu.

La presse mexicaine et un député du Guatemala dénoncèrent, en mars 1991, la compagnie Armin Trade Co. de New York qui voulait déposer des déchets provenant du Japon, près de la capitale, dans un ravin, à proximité de 25 quartiers très peuplés. La municipalité de Guatemala et l'Agence pour la coopération internationale du Japon auraient signé un accord — malgré les lois guatémaltèques, selon lesquelles les dépotoirs doivent être situés loin des agglomérations. Le projet a été finalement suspendu après des protestations publiques.

#### ● Salvador

En avril 1990, une entreprise de Miami déclara avoir reçu l'autorisation du président Cristiani et de l'armée pour importer de la cendre en provenance d'une usine d'incinération de déchets de Philadelphie ; elle devait être utilisée pour la construction de routes.

En octobre 1990, une entreprise de Houston proposait plusieurs tonnes de cendres toxiques, de déchets industriels et radioactifs en provenance d'Europe et des Etats-Unis, pour faire des constructions dans le Golfe de Fonseca. Dans cet écosystème humide et clos, les conséquences écologiques et sanitaires seraient dramatiques. Un groupe privé des Etats-Unis était prêt à financer la construction de 500 logements, écoles, cliniques et installations sportives sur le terrain, construit sur le Golfe. Ce projet aurait été rejeté par le gouvernement salvadorien.

Extrait de *Le commerce des déchets toxiques en Amérique centrale : une activité à interdire*. Greenpeace

# Le massacre de mai

L'armée thaïlandaise aime à se présenter comme étant au-dessus des intérêts privés qui dominent le monde des affaires, loin de la corruption qui fait vivre le monde politique et comme la garante des valeurs de la nation. Le massacre, à Bangkok, de dizaines — probablement de centaines — de personnes, lors des grandes manifestations démocratiques, du 17 au 20 mai 1992, vient rappeler, une nouvelle fois, ce que valent ces prétentions.

Ces journées dramatiques révèlent aussi l'acuité de la crise de régime que traverse la Thaïlande, que l'euphorie liée à la croissance économique des années 1987-1990 avait un temps camouflée.

Paul PETITJEAN



LE ROLE des forces armées est aujourd'hui en cause. Les alliances lucratives entre officiers supérieurs et politiciens affairistes sont menacées. Les nouvelles "classes moyennes" urbaines n'arrivent pas à trouver leur place dans les structures politiques existantes. L'équilibre d'ensemble sur lequel repose le fonctionnement de l'Etat est ébranlé.

Il est encore difficile de mesurer les conséquences de cette crise sur l'évolution économique du pays, sur la position internationale du gouvernement (qui intervient dans le règlement des conflits sino-indochinois) et, enfin, sur le réveil des mouvements populaires, sévèrement frappés par le précédent massacre, en 1976, et par la répression généralisée qui avait suivi.

Les Thaïlandais peuvent aujourd'hui voir, grâce à la diffusion massive des vidéos, ce qu'ils savaient déjà mais que la censure gouvernementale avait banni des écrans de télévision : l'extrême violence de la répression, durant ces trois journées noires de mai 1992. Des soldats, équipés de fusils d'assaut M-16, tirant par rafales dans une foule désarmée, frappant à coups de bottes, piétinant prisonniers, blessés ou cadavres, allongés pêle-mêle par terre. L'hôtel Royal, transformé en hôpital improvisé, brutalement investi, les victimes arrachées des mains des secouristes, les chambres fouillées, l'arrestation en masse de ceux qui s'y étaient réfugiés.

Il est impossible de connaître le nombre de victimes. Fin mai, le gouvernement

reconnaissait 50 morts, mais on évaluait à un millier le nombre des disparus. La presse publiait des pages entières de noms de gens recherchés par leurs proches. Des témoins ont vu, durant les événements, l'armée charger des cadavres dans des camions, pour les faire disparaître, comme en 1976, et des tireurs d'élites prendre pour cible les dirigeants des manifestations.

Le déroulement des événements récents laisse peu de doutes quant à la volonté du haut-commandement militaire de reproduire le scénario qui lui avait réussi voilà 16 ans, provoquant un bain de sang afin de porter en quelques heures un coup d'arrêt aux mobilisations, de terroriser, de museler ou de décapiter les forces d'opposition et de consolider leur emprise sur le régime.

Il n'a fallu que quinze mois pour passer d'un coup d'Etat "à froid", le 23 février 1991, au massacre de mai 1992.

C'est au nom de la lutte contre la corruption et de la "dictature parlementaire" des partis affairistes qu'un groupe de militaires appelé Ro-So-Cho, dirigé par le général Suchinda Kraprayoon, a renversé le gouvernement civil de Chatichai Choonhavan. Soucieuse de son image de marque, la junte a promis des élections pour le début 1992, établi une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur la prévarication du pouvoir et désigné un gouvernement surtout constitué de "technocrates compétents".

Mais elle s'est aussi empressée de forger les instruments visant à assurer la pérennité de l'influence politique de l'armée. Elle a constitué une chambre parlementaire aux ordres, chargée d'adopter une nouvelle Constitution établissant un régime semi-électif : un sénat de 270 membres, nommé par la junte, bénéficiant d'importants pouvoirs (comme le droit de veto), face à un parlement élu de 360 membres. Elle a créé un nouveau parti, le Samakkhi Tham, et

gagné ou placé ses hommes de confiance à la tête des partis civils, tel le Parti d'action social et, ironie de l'histoire, le Chart Thai ("Nation thai") de Chatichai, l'ancien Premier ministre déchu.

La junte a bénéficié un temps de l'impopularité du gouvernement précédent. Mais la perspective d'une tutelle militaire prolongée a rapidement suscité de vives résistances. Fin 1991, la junte était obligée d'amender son projet de Constitution, sans pour autant satisfaire ses détracteurs.

## Du coup d'Etat à la tuerie

Le crédit moral du haut-commandement militaire s'est rapidement érodé. Outre l'affirmation de sa volonté de pouvoir, il a mis en sourdine sa campagne contre la corruption pour mieux négocier une coalition gouvernementale. Ces manœuvres politiques se sont conclues, après l'élection du 22 mars 1992, par la formation d'un bloc majoritaire pro-militaire de cinq partis dont le Samakkhi Tham (79 sièges), le Chart Thai (74 sièges) et le Parti d'action sociale (31 sièges). Suchinda, devenu Premier ministre, a satisfait les exigences de ces partis en incluant dans son gouvernement onze personnalités que sa propre commission d'enquête avait accusées de prévarication !

Les trois principaux partis d'opposition ont arraché plus de 150 sièges : 72 pour la Nouvelle aspiration, de l'ancien commandant en chef Chavalit Yongchaiyut, 44 pour le Parti démocrate et 41 pour le Palang Daharma ("Vertu bouddhique") de l'ascétique ancien général et ancien gouverneur de Bangkok, Chamlong Srimuang.

La crise s'est rapidement cristallisée autour de la désignation du Premier ministre non-élu au Parlement (ce qu'autorisait la Constitution "sur mesure"). La nomination, le 7 avril, du général Suchinda, commandant en chef de l'armée et dirigeant du coup d'Etat de 1991, symbolisait la mainmise militaire et a mis le feu aux poudres.

Le 20 avril, 50 000 personnes manifestaient à Bangkok. Le 4 mai, le charismatique leader du Parti de la vertu bouddhique, Chamlong, commençait une grève de la faim. Ils étaient 100 000 à 150 000 dans les rues de la capitale.

L'état-major a fait son choix durant ces journées charnières de la mi-mai : tenir coûte que coûte, frapper aussi fort que nécessaire. La coalition gouvernementale a promis un compromis, mais s'est rétractée. Le général-Premier ministre Suchinda a prononcé un discours incendiaire, menaçant le mouvement démocratique de violentes représailles ; accusant, en termes à peine voilés, Chavalit, maître-à-penser de la politique de contre-insurrection des années 80,

d'être lui-même un communiste, et Chamlong de vouloir attenter au bouddhisme, religion d'Etat. Il a ensuite affirmé que les manifestants voulaient s'attaquer à la famille royale. Communisme, "lèse-bouddhisme" et lèse-majesté sont des crimes capitaux en Thaïlande. Accuser, c'est justifier à l'avance le bain de sang.

La réponse du mouvement démocratique ne s'est pas fait attendre. Les manifestations ont repris : 150 000, 200 000 personnes. Le 17 mai, les affrontements ont commencé ; un poste de police a été incendié ; Chamlong a été arrêté. L'armée a tiré. C'était bien le massacre annoncé.

Mai 1992 a réveillé, pour la génération militante des années 70, la mémoire douloureuse de la tuerie du 6 octobre 1976, sur le campus de l'université de Thammasat. L'état-major a, en effet, voulu reproduire le même scénario, espérant casser en quelques heures les mobilisations, au prix de centaines de victimes. Mais les mobilisations se sont poursuivies, déjouant les prévisions militaires et aiguisant les contradictions au sein du régime. Jusqu'au moment où, dans la nuit du 20 au 21 mai, le roi est sorti de sa réserve et a imposé un compromis télévisé entre Suchinda et Chamlong ; le premier s'engageant à faire libérer les milliers de personnes arrêtées, le second acceptant de mettre un terme aux mobilisations de rue.

C'était, en fait, la répétition du scénario du 14 octobre 1973, quand l'armée avait voulu briser par la force une immense manifestation étudiante et populaire contre la dictature militaire. Après deux jours de confrontation, le roi était intervenu pour obliger les généraux à relâcher les rênes du pouvoir.

### Une armée omniprésente

La comparaison des événements de 1973, 1976 et de ceux de 1992 est éclairante à plus d'un titre, tant par les similitudes que par les différences qu'elle fait apparaître. Notons d'abord certaines continuités, outre la technique du bain de sang, la pérennité du pouvoir militaire et la place du Palais royal.

Aujourd'hui comme hier, l'armée est au centre de la crise. Le massacre de 1976 pré-ludait au rétablissement d'une dictature militaire renversée trois ans auparavant. Celui de 1992 vient un an après le coup d'Etat de 1991, et vise à institutionnaliser la tutelle militaire.

Il ne s'agit pas d'une simple "prise de pouvoir" par les forces armées. Celles-ci sont logées depuis 60 ans au sein du pouvoir politico-institutionnel. Cette situation est probablement sans équivalent dans la région

— exception faite de l'Indonésie. Elle remonte à 1932, quand une coalition d'officiers, de bureaucrates et de personnalités universitaires libérales renversa la monarchie absolue, instaurant une monarchie constitutionnelle. Un an plus tard, les militaires se retournaient contre leurs alliés et confisquaient le pouvoir pour des décennies.

A tel point que les anciens généraux sont omniprésents dans le personnel politique thaïlandais. La grande majorité des premiers ministres ont été des généraux d'active ou en retraite. Ce fut dernièrement le cas de Prem Tinsulanonda, Premier ministre de 1980 à 1988 et actuellement l'un des influents "conseillers privés" du roi. Puis de Chatchai Choonhavan, qui lui succéda entre 1988 et le coup de force de 1991. Et encore de Suchinda, chef de junte, installé après les élections de mars 1992. C'est, enfin, le cas aujourd'hui de Somboon Rahong, le nouveau candidat des partis gouvernementaux. Fait tout aussi symptomatique, les deux principales personnalités offi-

et tenu poste à Washington, où il a noué des amitiés au Pentagone. Quand il est devenu Premier ministre, il contrôlait l'ensemble de la hiérarchie militaire avec ses camarades de promotion, la "classe 5", un groupe d'environ 130 officiers, dont son beau-frère, le général Issarapong Noonpakdi, chef de l'armée de terre et le maréchal d'aviation Kaset Rojananin, lui succédant au poste de commandant suprême des forces armées. La situation peut devenir d'autant plus instable que des officiers supérieurs des classes 3 et 4 apprécient peu le monopole de pouvoir que s'accorde la classe 5 et qu'au sein même de cette dernière, les ambitions concurrentes ne manquent pas.

### La toile d'araignée du pouvoir

Le système de pouvoir thaïlandais tient à un équilibre d'ensemble et à une certaine osmose entre les milieux d'affaires, la haute bureaucratie administrative, le corps des officiers supérieurs et la famille royale. Cet équilibre est constamment renouvelé à travers un jeu d'alliances instables et des relations de patronage multiples.

Bien que dépossédée de l'essentiel du pouvoir formel, la famille royale cultive soigneusement son pouvoir réel. Ce dernier ne tient pas tant à sa fortune (pourant notable, dans les secteurs foncier et immobilier notamment), qu'à une autorité sanctifiée. La légitimité de cette dynastie, vieille de 200 ans, n'a jamais été brisée par la colonisa-

tion comme dans les pays voisins. La Thaïlande, située entre les possessions françaises d'Indochine et anglaises de Malaisie, a su jouer de la concurrence inter-impérialiste pour éviter de devenir une colonie directe, avec ce que cela signifie de traumatismes politiques, idéologiques et sociaux.

La famille royale connaît parfaitement le monde moderne. Mais elle sait aussi user des liens de patronage, du religieux, du cérémonial traditionnel et de la législation pour conforter son autorité morale, le tout relayé par la télévision. Aujourd'hui encore, le "crime" de lèse-majesté (par exemple, une simple plaisanterie sur les membres de la famille royale) peut être puni de mort.

Le roi est loin d'être tout puissant. Il doit savoir composer, tenir compte des rapports de forces. La famille royale est elle-même souvent divisée, mais elle participe pleinement au jeu politique. Peu de choses peuvent se faire en Thaïlande contre la volonté formelle du Palais. Le roi intervient ainsi dans la solution des crises, que ce soit contre les généraux en place, comme en 1973, en soutenant tacitement le coup d'Etat



« Il fallait éviter toute violence supplémentaire. »

cielles de l'opposition sont d'anciens généraux : Chamlong, qui animait dans la rue les mobilisations du mois de mai, et Chavalit, nommé chef de l'opposition parlementaire par le roi.

Les militaires se réservent traditionnellement des ministères clés dans les gouvernements : Défense, Intérieur, Affaires étrangères, etc. Ils contrôlent directement ou indirectement (via l'appareil d'Etat) une partie importante des télévisions et des radios du pays. Outre leur liens familiaux avec les milieux d'affaires, ils tirent profit de l'économie de diverses manières : direction des entreprises nationalisées, contrôle des banques, ponctions sur les revenus à l'exportation, commissions sur les achats d'armes (comme dans le cas de Suchinda), etc.

Les conflits de fractions au sein de l'armée se répercutent dans l'ensemble du système politique. C'est un élément de la crise actuelle. Le général Suchinda, 58 ans, est sorti de l'académie militaire de Chulachomklao en 1953. Il a terminé sa formation aux Etats-Unis, fait ses armes au Viêt-nam,

comme en 1976, ou pour imposer un compromis, comme en 1992.

Les militaires restent au cœur du pouvoir et l'autorité de la famille royale est intacte. Mais le pays change. La crise actuelle montre que les transformations sociales, sensibles il y a déjà 20 ans avec le rôle des mobilisations étudiantes, ont un impact politique croissant. Contre-coup du développement économique, l'alliance entre l'armée et la bourgeoisie semble de plus en plus difficile à reconduire. Depuis 1973, les rapports de patronage entre officiers supérieurs et hommes d'affaires disparaissent. La bourgeoisie, socialement plus forte, veut donner au parlement civil l'essentiel des pouvoirs formels, au détriment de la tutelle des militaires. Ceux-ci, ne sont pas prêts à accepter de rentrer dans leurs casernes — c'était la raison profonde du coup d'Etat de 1991.

L'ensemble composite des forces regroupées sous le terme de "classes moyennes" urbaines ne se sent plus aussi puissant que par le passé. Il ne se reconnaît ni dans les partis affairistes traditionnels, ni dans les prétentions militaires. Il est remarquable, de ce point de vue, que le parti de la Vertu bouddhique, de l'ascète Chamlong, toujours sobrement habillé en paysan, appelé "Monsieur propre" pour sa lutte contre la corruption, ait emporté 32 des 35 sièges de Bangkok lors des dernières élections.

### Les "enragés"

Le mouvement démocratique de ces derniers mois est complexe. Il n'est pas limité à la capitale. Des habitants des bidonvilles ont participé aux manifestations, à la tête desquelles on a souvent trouvé les lycéens du technique, surnommés les *mobster* (enragés), formant des colonnes de deux-roues, n'hésitant pas à s'attaquer à coups de barres de fer et de cocktails molotov aux soldats (non sans être désavoués par les dirigeants du mouvement pour leur "violence"). La Confédération pour la démocratie, personnalisée par Chamlong, regroupe des universitaires, des étudiants, des syndicalistes, des membres des professions libérales, des groupes de défense des droits de l'homme, des organisations non-gouvernementales, des communautés religieuses, etc.

Mais la "classe moyenne" a marqué de son sceau les mobilisations démocratiques de 1991-1992, ce qui reflète les transformations sociologiques du pays : urbanisation croissante (Bangkok compte 10 millions d'habitants dans un pays de 55 millions), explosion du secteur des services (dont le tourisme), développement de l'éducation, etc. Mais il faut aussi prendre en compte des facteurs politiques. C'est peut être en ce domaine que la différence entre les crises de 1973, 1976 et 1992 est la plus profonde.

Avec un retard notable sur les pays voisins, le soulèvement de 1973 révélait brutalement une crise globale de société, combinant des éléments proprement nationaux (crises de régime, des références politiques, de la structure agraire, etc.) et l'impact de la "sale guerre" nord-américaine en Indochine, qui avait transformé le royaume en port-avions terrestre et en base de repos pour les GI's. La chute de la dictature avait libéré un potentiel démocratique considérable d'auto-organisation populaire ; le mouvement étudiant se tournait tout naturellement vers les nouveaux syndicats ouvriers et les associations paysannes. Malgré sa faiblesse politico-organisationnelle, le Parti communiste de Thaïlande (PCT) jouissait d'un grand prestige moral.

Le coup d'Etat de 1976 ne représentait pas seulement la volonté de reconquête du pouvoir par les militaires. Il avait aussi une dimension contre-révolutionnaire évidente : casser le développement d'une nouvelle génération de gauche radicale, plus à même que la direction traditionnelle du PCT — âgée et réfugiée pour l'essentiel en Chine — de comprendre et d'animer les luttes de la Thaïlande contemporaine. Des milliers d'étudiants, de cadres ouvriers et paysans avaient alors fui la répression pour rejoindre la guérilla communiste.

La nouvelle dictature s'est avérée incapable de briser le mouvement révolutionnaire, du moins avant que le PCT n'entre de lui-même en crise, incapable d'intégrer politiquement les nouveaux venus, de rompre le cordon ombilical avec Pékin et de répondre à l'éclatement des conflits sino-indochinois de 1979-1980. Au milieu des années 80, le PCT a disparu en tant que force politique de référence, sous l'effet combiné de sa propre crise interne, de la politique contre-insurrectionnelle du gouvernement thaï et de l'évolution défavorable de la situation internationale.

La génération militante des années 70 s'est désintégrée, même si certains de ses membres se sont reconvertis dans l'action humanitaire et sociale. Les militaires ont repris le contrôle de nombreux syndicats. Le mouvement paysan indépendant s'est affaibli.

La gauche politique organisée a été absente de la crise de mai 1992 ; c'est l'un de ses traits marquant, n'en déplaise au général Suchinda qui dénonce la main du communisme — et semble penser que cela suffit à justifier l'assassinat de centaines de personnes. Ce vide à gauche est comblé par des formations comme celle de Chamlong. Mais il est possible, si ce n'est probable, que les années 1990 verront la relance de luttes sociales, ouvrières et rurales. Permettront-

elles la reconstitution d'une gauche organisée, à la fois politique et populaire ? Quelle leçon aura alors tirée la nouvelle génération militante, celle qui vient de traverser l'épreuve sanglante des journées de mai ?

### Un calme précaire

Le général Suchinda a été obligé de démissionner de son poste de Premier ministre. Le Parlement a voté en deux lectures quatre amendements constitutionnels, qui limitent le pouvoir des militaires (le Premier ministre devra être un député élu, le Sénat n'aura plus le droit de veto, le président de l'Assemblée nationale sera celui du Parlement et non du Sénat, la deuxième session annuelle de l'Assemblée sera ouverte à tous les débats) ; amendements qui ne peuvent être définitivement adoptés qu'en troisième lecture, prévue pour le 10 juin. Mais les cinq partis gouvernementaux n'ont pas encore desserré leur coalition. Ils ont même proposé comme Premier ministre, véritable provocation, un nouveau général, Somboon Rahong, dirigeant du parti Chart Thai. L'opposition parlementaire a rejeté cette candidature et l'on parle d'une possible dissolution de l'Assemblée.

Les réactions de l'état-major sont plus graves encore. Il a réuni à Bangkok, le 28 mai, 190 officiers supérieurs, dont les chefs de toutes les régions militaires, pour réaffirmer leur soutien au haut-commandement. Loin de faire amende honorable, l'armée rejette violemment la condamnation dont elle est l'objet. Le général Kaset a même affirmé que "certaines forces" voulaient détruire l'institution militaire et créer le chaos. La menace d'un coup d'Etat plane à nouveau sur le royaume, si l'opposition parlementaire cherche à trop tirer profit de la situation ou si l'auto-amnistie des responsables du massacre est remise en cause.

Car, avant de démissionner, Suchinda a préparé un décret d'amnistie, signé par le roi, pour tous les protagonistes des journées sanglantes du 17-20 mai. Mesure insultante à l'égard des manifestants, qui n'ont rien à se faire pardonner ; mesure scandaleuse à l'égard des bouchers qui ont provoqué le bain de sang ; manœuvre inacceptable qui vise à renvoyer dos-à-dos victimes et bourreaux et à assurer l'impunité de ceux qui sont au pouvoir. ★

3 juin 1992



**L**ORSQU'ON parle de ce phénomène, on se réfère surtout à la Ligue lombarde, qui a constitué jusqu'à présent le véritable moteur de la diffusion du mouvement dans tout le Nord de l'Italie. La Ligue lombarde a été fondée dans les années 70 à l'initiative d'Umberto Bossi, son leader charismatique, sur la base d'un programme vaguement autonomiste. Cependant, elle demeure une force marginale et sans poids jusqu'au milieu des années 80, qui ont marqué le début de son essor, voire d'une montée étonnante par son intensité et sa rapidité.

C'est à cette époque que la Ligue a trouvé les conditions sociales et politiques favorables à son succès électoral. Son implantation originaire et ses premiers pôles de croissance se situent dans le Nord de la Lombardie, une zone où le développement économique récent s'est essentiellement fondé sur la croissance des petites et moyennes entreprises. Ce qui caractérise ces sociétés, c'est surtout la surexploitation, le manque de syndicalisation, le refus de respecter les normes de sécurité et une évasion fiscale systématique. Dans cette région, le niveau de l'emploi et des services publics est relativement bon. Bref, la Ligue se développe dans une zone plutôt riche, où le processus de modernisation capitaliste a eu des répercussions importantes sur le tissu social.

Un véritable saut qualitatif a été effectué par la Ligue aux élections régionales des 6 et 7 mai 1990 (de 3 % en 1987, elle est passée à 18,9 % en Lombardie, devenant ainsi le deuxième parti de la région). Ces élections ont marqué, d'une part, son renforcement dans des bastions traditionnels près des Alpes et, de l'autre, sa diffusion dans toute la Lombardie, y compris dans la ville de Milan.

Une analyse du vote dans cette ville, révèle très clairement la coloration de classe de la Ligue. Sa base est formée par une petite et moyenne bourgeoisie placée de plus en plus ouvertement en contradiction avec un Etat qui apparaît à ses yeux comme totalement inefficace, se limitant à percevoir des impôts excessifs. Cet état d'âme des classes moyennes a été confirmé par Marco Formentini, responsable économique de la Ligue lombarde/Ligue Nord : « *Impliqué dans la gestion économique, en compétition avec les entrepreneurs privés et allié avec les blocs syndicaux, le pouvoir étatique*

*pénalise le libre arbitre des activités d'entreprise, coincées entre le poids d'une taxation excessive et l'inefficacité des infrastructures et des services qui, en revanche, devraient constituer les économies extérieures aux secteurs productifs. La Ligue a élaboré un projet organique qui réaffirme les valeurs et assume les exigences de l'esprit d'entreprise. Les entrepreneurs veulent travailler dans un contexte de liberté, sans contraintes »* (1). Quant à Umberto Bossi, le principal leader de la Ligue, il se présente de manière explicite comme le défenseur des couches moyennes : « *Nous seuls représentons la vraie révolution sociale des petites et moyennes entreprises. Nous avons le même potentiel révolutionnaire que les corporations de 1926* » (2).

### « Rome voleuse »

Cependant, le malaise des classes moyennes du Nord, ainsi que l'inefficacité de l'appareil d'Etat, ne suffisent pas à expliquer le grand nombre de voix obtenues par la Ligue lombarde, surtout si l'on sait qu'il s'agit aussi, dans une large mesure, de voix d'origine ouvrière et populaire. La Démocratie chrétienne — qui dispose d'une base populaire et constitue le centre du pouvoir politique depuis 45 ans — recule de manière considérable en transfé-



rant une partie de ses voix vers les Ligues. Mais le même phénomène se vérifie aussi pour les forces de gauche, et notamment le Parti démocratique de la gauche (PDS, ancien Parti communiste italien) (3). La Ligue lombarde s'est montrée très habile, avec un discours interclassiste, pour détourner l'insatisfaction de certaines couches ouvrières et populaires contre l'Etat central et contre les partis « romains » dans leur ensemble — « *Hors de Rome* », « *Rome voleuse, la Ligue ne pardonnera pas* » sont ses slogans préférés. Si les Ligues se présentent aujourd'hui comme une alternative globale au « système des partis », cela provient sans aucun doute de la crise de la gauche.

La défaite du mouvement ouvrier, l'intégration du PCI dans la société capitaliste jusqu'à son autodissolution, son abandon de la lutte et sa soumission aux exigences patronales se sont traduits, au cours des années 80, par l'idéologie de la « cogestion », qui était défendue non seulement par le PCI mais aussi par la direction du principal syndicat italien, la Confédération générale italienne du travail (CGIL). Cette politique a

# L'assaut

**Les élections à la Chambre des députés et au Sénat dans le pays européen à part entière (voir Inprecor 354) ont touché du continent, la péninsule est touchée de mainmise politique qui assurait, depuis plus de quatre décennies, l'Italie comme ailleurs, le symptôme le plus évident de la montée des forces de droite. Les partis de gouvernement et leurs satellites, le Parti social-démocrate et le Parti démocrate de la péninsule, de même que**

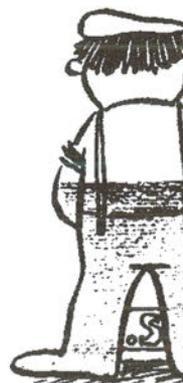
**Si la montée des forces de droite est une tendance qui se met sur le même plan tous les mouvements fascistes dans le cas italien. La droite fasciste traditionnelle (MSI), alors que les Ligues du Nord — dans les dernières années — ne sont pas réductibles à des courants *Republikaner* allemands néo-nazis. Elles sont des courants réactionnaires**

Luciano

provoqué une désorientation profonde du prolétariat. A ce propos, le sociologue Vittorio Moiola écrit que « *sans points de repère crédibles, le malaise social croissant et la protestation qui en découle trouvent un débouché dans les Ligues, auxquelles on fait confiance sans se poser le problème de savoir s'il y a une correspondance entre les raisons de la protestation et les buts politiques et stratégiques du sujet pour lequel on vote, à l'exception de certaines catégories sociales qui, en revanche, ont, à juste titre, vu dans les Ligues le défenseur de leurs intérêts corporatistes* » (4).

### L'alliance contre l'Etat romain

En 1987, la Ligue ne représentait que 3% des voix en Lombardie. Trois ans plus tard, elle atteint 18,9 % des suffrages. Cependant, cette montée rapide, qui a bouleversé les équilibres politiques traditionnels, s'est réalisée presque exclusivement au niveau électoral. La Ligue n'était pas l'expression d'un mouvement social, n'avait pas de liens réels avec des organisations de masse et sa



# es Ligues

énat du 5 et 6 avril 1992 font de l'Italie un 51 du 24 avril 1992). A l'instar d'autres pays de plus en plus aiguë par la crise du système ennies, le développement du capitalisme. En ent de cette crise est constitué par la montée (la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste Parti libéral) reculent, surtout dans le Nord gauche dans son ensemble. nce européenne, il serait cependant faux de droite. Cela est tout particulièrement évident le y est représentée par le Mouvement social phénomène politique le plus marquant de ces fascistes du Front national français ou aux oriment plutôt, un mouvement de nature et populiste.

HLBAUER

structure organisationnelle elle-même était fortement ébranlée par son essor électoral. L'exigence d'accomplir un saut qualitatif dans sa construction, dans la perspective d'une implantation sociale et politique capable de dépasser les frontières de la Lombardie est née ainsi.

Fin mai 1990, le Syndicat autonome de Lombardie (SAL) fut fondé ; il revendique 10 000 adhérents au bout d'un an d'existence. Selon une enquête effectuée par la CGIL parmi les ouvriers métallurgistes de Lombardie, 43,1 % des personnes interrogées regardent d'un œil favorable la formation du SAL, sur la base de différentes motivations : « Refus du système centraliste et de la bureaucratie, y compris dans la gestion du syndicat ; revendication de l'autonomie fiscale et administrative ; crainte de la précarité de l'emploi ; intolérance à l'égard des immigrés de l'Italie du Sud et des immigrés extra-européens ; manque de confiance dans le système des partis ; souhait d'un remède "lombard" aux problèmes de la société » (5). Ces réponses révèlent une réalité double : d'une part, le malaise de larges couches de la classe ouvrière de Lombardie face à une bureaucratie syndicale de plus en plus coupée des travailleurs, mais aussi, de l'autre, l'emprise indiscutable de certains éléments centraux de l'idéologie de la Ligue lombarde. En fait, le SAL prône une poli-

tique interclassiste — « l'alliance entre les producteurs lombards » — qui perçoit l'Etat central comme l'« ennemi ». Ce dernier serait l'opresseur aussi bien des patrons que des travailleurs lombards, à travers son système fiscal et surtout grâce à une politique de l'emploi visant à favoriser les immigrés et l'Italie méridionale contre les intérêts des travailleurs du Nord.

Selon Antonio Magri, secrétaire du SAL : « Il faut redonner aux relations d'entreprise leur valeur authentique, qui n'est pas celle de l'antagonisme et du conflit entre le patron et les travailleurs, selon la vision de l'idéologie marxiste, mais plutôt celle d'une relation dialectique et contractuelle entre ceux qui donnent une rémunération et ceux qui donnent une prestation de travail. Ce qui exploite à la fois l'entrepreneur et le travailleur c'est l'Etat centraliste romain. »

Umberto Bossi ajoute : « Le SAL devra se battre non plus par des grèves, un outil désormais périmé, mais en agissant de manière différenciée à l'égard de l'entreprise. Cela signifie une lutte parfois dure contre le grand capital, mais cela implique aussi une attitude bienveillante vis-à-vis de la petite et moyenne entreprise. Nous sommes l'expression des classes moyennes et nous ne les trahisons pas comme l'a fait le fascisme » (6). Il s'agit donc un syndicat non conflictuel et collaborationniste — en réalité, même dans les grandes entreprises, exactement comme sous le fascisme. De plus, le SAL revendique la réintroduction des "différences salariales" car, vivant dans des régions où la vie est plus chère, « les travailleurs salariés du Nord gagnent moins que ceux du Sud », selon A. Magri. Par ailleurs, le SAL veut « abroger toutes les lois qui, dans la pratique, favorisent les méridionaux dans le recrutement au sein des services publics », et propose d'exclure les immigrés des listes des chômeurs inscrits aux agences de l'emploi.

Rome, les travailleurs méridionaux et les immigrés : voici les ennemis contre lesquels la Ligue voudrait mobiliser les salariés de Lombardie. Après deux ans d'existence, le bilan du SAL est contradictoire. D'une part, la Ligue ne cesse de polariser un secteur important du vote ouvrier mais, de l'autre part, son "syndicalisme" n'arrive pas à s'imposer, ne pouvant surtout pas résister à l'épreuve de la lutte des classes. Les derniers épisodes de luttes ouvrières, provoqués par

des tentatives de licenciements massifs dans l'industrie de Lombardie, l'ont prouvé de manière assez claire. Cela apparaît tout à fait évident là où existent encore des avant-gardes ouvrières, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats, capables de s'opposer non seulement aux choix des patrons, mais aussi à la politique de collaboration des directions syndicales. La situation est différente dans les petites et moyennes entreprises, où les travailleurs ne sont généralement pas syndiqués et demeurent constamment soumis aux chantages des patrons — d'un point de vue juridique, les salariés d'une petite entreprise ont des droits très réduits.

L'opération stratégique la plus importante de la Ligue, en revanche, est la fondation de l'Association lombarde des entrepreneurs autonomes (ALIA), qui organise des petits et moyens patrons, des commerçants, des artisans, des membres des professions libérales et des cadres d'entreprise. Bref, l'ALIA doit organiser le véritable centre de gravité du mouvement : la petite et moyenne bourgeoisie.

## La séduction de la petite bourgeoisie

La bourgeoisie italienne dans son ensemble est de moins en moins disposée à tolérer un Etat qui ne correspond plus à ses intérêts et encore moins aux exigences de l'Europe capitaliste de 1993. Sous l'effet combiné de la crise économique et de rapports de force qui lui sont favorables, elle revendique la suppression des conquêtes du



1) Voir *Italia Oggi* du 16 mai 1991, cité par Vittorio Moioli, *Il tarlo delle Leghe*, Comedit 2 000, 1991.

2) Voir *La Stampa* du 2 février 1991, in V. Moioli, *op. cit.*

3) Selon un sondage de DOXA concernant le vote des 5 et 6 avril 1992, il ressort que 24,5 % des voix des Ligues proviennent de la DC et 18,9 % de l'ancien PCI. Voir *Avvenimenti* du 6 mai 1992.

4) Voir V. Moioli, *op. cit.*

5) *Ibidem.*

6) *Ibidem.*

mouvement ouvrier — dans la fonction publique, le droit de grève a déjà été largement compromis —, des réductions des services sociaux, des privatisations, une plus grande liberté d'action pour les entreprises et une réforme institutionnelle de type autoritaire capable de renforcer l'exécutif à tous les niveaux. Ces exigences du néolibéralisme sont reprises et étendues par la Ligue.

Bien qu'il n'y ait pas de chiffres fiables, tous les éléments dont on dispose indiquent aujourd'hui une adhésion croissante aux Ligues des secteurs moyens de la bourgeoisie des régions du Nord de la péninsule ; autrement dit, les couches qui se sont renforcées pendant les années 80 et qui craignent maintenant de subir les conséquences de la crise. Quant aux grands capitalistes, ils se sont opposés

avec force, jusqu'à présent, à la vague "léguiste", y compris en organisant des débats contradictoires au sein des associations patronales. Cette "division" à l'intérieur de la bourgeoisie de Lombardie et de toute l'Italie du Nord ne s'opère pas tellement sur des orientations de fond, qui sont en général partagées — démanteler l'Etat-providence, faire payer aux travailleurs les frais de la crise économique, etc. —, mais plutôt sur les voies à suivre et sur les interlocuteurs politiques.

Par ailleurs, la Ligue lombarde ne s'est pas limitée aux associations citées. Entre la fin 1990 et le début 1991, elle a créé d'autres organisations corporatistes comme la Ligue des artistes, un syndicat de propriétaires immobiliers (le SALPI) et l'Association des travailleurs agricoles lombards (ALA). A côté de ces organisations professionnelles, une Association culturelle des ligues sportives italiennes (ACLIS) a été fondée et dispose déjà d'environ 1 000 centres sportifs.

Dans le domaine de l'information, la Ligue publie un hebdomadaire, *Lombardia autonomista*, qui aurait un tirage moyen de 45/50 000 exemplaires, contrôle une radio et une chaîne de télévision à Varèse, et jouit des sympathies et de l'appui d'un certain nombre de journalistes qui travaillent pour la presse et les médias au niveau national. Mais les projets de la Ligue sont très ambitieux. En janvier 1991, elle a fondé une société financière, Pontidafin, dans le but d'acheter un quotidien, des stations de radio et de télévision.

L'année 1990 a représenté un saut qualitatif à plusieurs égards : non seulement la Ligue occupait alors une place institution-

nelle importante en Lombardie et commençait à organiser son implantation sociale, mais elle dépassait désormais le cadre originelle de cette région. Les résultats électoraux des mouvements autonomistes dans les autres régions du Nord étaient certes encore modestes, mais ils indiquaient aussi une tendance qui s'est renforcée lors des élections politiques récentes.

Dans certaines régions de l'Italie septentrionale (par exemple dans les Vénéties), il y avait depuis longtemps des mouvements autonomistes, qui n'avaient jamais dépassé une dimension locale et folklorique avant de pouvoir se joindre à la vague de la Ligue lombarde. Dans d'autres régions, les Ligues se sont constituées sur le modèle (et grâce à l'appui) de cette dernière.

En 1990, la Ligue a été capable d'unifier, sous son hégémonie, toute une constellation de mouvements autonomistes anciens et nouveaux dans le cadre de la Ligue Nord.

Né comme un cartel électoral, ce mouvement constitue, en réalité, une nouvelle force politique qui se veut représentative des intérêts des couches moyennes, essaye de profiter de la crise de crédibilité des partis historiques et, par conséquent, de se poser comme une alternative face au "système des partis" — une alternative, bien entendu, de type réactionnaire et populiste.

### La "Confédération des trois républiques"

La Ligue Nord ne dispose ni d'un programme bien défini ni d'une stratégie achevée. Sur plusieurs points elle se montre hésitante (7) et Umberto Bossi se contredit plus d'une fois par jour. Mais ces contradictions ne doivent pas tromper. La montée de la Ligue a pris au dépourvu ses dirigeants eux-mêmes — et tout d'abord Bossi — qui ont du mal à suivre, sur le plan de l'élaboration politique, leurs succès électoraux ; en même temps, un programme flou est nécessaire pour une force politique qui recrute sur une propagande démagogique et populiste (8). Le fait que le programme de la Ligue ne soit pas connu par la majorité de ses électeurs en est une preuve évidente.

Il n'est pas facile de formuler des hypothèses quant à l'évolution des Ligues, mais il est certain qu'elles sont aujourd'hui un phénomène réactionnaire et xénophobe, avec des tendances de type fasciste. Depuis 1990,

la définition du projet politique des Ligues est surtout l'œuvre de Gianfranco Miglio, un professeur de droit constitutionnel. Il est devenu le conseiller de Bossi et il est considéré aujourd'hui comme l'idéologue du mouvement.

Les aspects les plus connus de l'idéologie "léguiste" sont le "fédéralisme" et l'"autonomisme". Depuis longtemps, la Ligue a abandonné sa première phase "enfantine" et folklorique, pendant laquelle elle insistait sur la défense de la "nation et de la langue lombarde". Il est cependant nécessaire, afin d'éviter des malentendus, de souligner que les revendications autonomistes de la Ligue n'ont strictement rien à voir avec les luttes de libération nationale qui se développent ailleurs en Europe (par exemple en Irlande du Nord ou en Euskadi). Son "nationalisme" ne se fonde sur aucune identité culturelle spécifique et reconnaissable, comme le prouve son oscillation permanente entre une identité "lombarde" (prétendument fondée sur la langue) et une identité "du Nord" (donc susceptible de rassembler des parcours historiques et des langues différentes, comme par exemple le vénitien ou le *ladino*). Deuxièmement, le mouvement des Ligues ne revendique pas non plus un désir de séparation manifesté par une entité nationale particulièrement opprimée ou exploitée, mais plutôt la dissidence d'un territoire et de couches sociales qui, depuis l'achèvement de l'unité nationale, ont toujours été favorisés face à la "colonie interne" représentée par le *Mezzogiorno* (9).

Le projet fédéraliste actuel de la Ligue du Nord est né officiellement lors d'un congrès en février 1991, où l'idée d'une transformation de l'Etat italien en une Confédération de "trois républiques" fut lancée (du Nord, du Centre et du Sud), dites aussi "macro-régions". Depuis longtemps, Bossi menace de proclamer de façon unilatérale une "République du Nord" (10).

Il s'agit donc d'un fédéralisme visant à séparer la partie la plus riche et la plus développée de l'Italie du reste de la péninsule, considérée comme une "corde au cou". La "macro-région" du Nord contrôlerait, selon le projet des Ligues, toutes les entrées fiscales, le système de la santé et l'instruction à

7) Un seul exemple : lors de la guerre du Golfe, le leader de la Ligue au Sénat, Bossi, s'était prononcé contre l'intervention militaire, alors qu'un autre député de la Ligue au Parlement, Leoni y était favorable.

8) Lors des dernières élections, les affiches de la Ligue lançaient les slogans suivants : « Contre la mafia » et « Non au racket ». De plus, on connaît les protestations de la Ligue contre le péage des autoroutes, considéré comme une taxe "romaine".

9) Le deuxième point du programme de la Ligue lombarde demande la reconnaissance de la langue lombarde, qui n'est pas reconnue par les philologues les plus ouverts. Le parler local n'a jamais été qu'un dialecte et n'a jamais accédé à l'autonomie ou à un statut officiel, et ce sans qu'une répression particulière ait été exercée.

10) Voir Sergio D'Amia, "Il leghismo in una società che scricchiola", *Bandiera rossa* n° 19-20, nov.-déc. 1991.



tous les niveaux et pourrait ainsi avancer dans la réforme des institutions pour les rendre plus adaptées aux exigences de la bourgeoisie et du capitalisme modernes. Sur le plan social et économique, la Ligue revendique un néolibéralisme qui ferait pâlir Mme Thatcher, avec son corollaire d'attaques contre les acquis sociaux des travailleurs italiens.

« Nous voulons privatiser tout ce qui peut être privatisé » et « Privatisation totale des services pour qu'ils soient gérés selon les lois du marché » : voilà les mots d'ordre du chef charismatique Bossi. L'ennemi ce sont les restes de l'Etat-providence. Cette thèse est soutenue par l'idéologue des Ligues, G. Miglio, selon lequel l'Etat-providence ne serait qu'un reliquat du « socialisme du XIXe et du XXe siècle » (il faut préciser que, pour Miglio, le mot "socialisme" comprend à la fois le communisme et la social-démocratie), dont le déclin actuel nous montrerait « une vérité fondamentale, à savoir qu'il n'est pas possible de concevoir une société différente de la nôtre » (11).

» La fin du communisme soviétique — ajoute-t-il — exprime l'échec de la tentative de bâtir un modèle de société dont les traits principaux étaient : la certitude d'un revenu et d'un travail pour tous ; l'égalité des revenus. » Puisque la social-démocratie n'est pas, selon Miglio, qualitativement différente du communisme, il s'ensuit que « la défaite du collectivisme a provoqué la crise des piliers sur lesquels se sont toujours fondés les régimes sociaux-démocrates : la politique visant à garantir l'occupation et une distribution équitable des revenus ». Selon Miglio, « aucune économie ne peut fonctionner sans les stimulants qui découlent de la possibilité négative de perdre son propre revenu et de la possibilité positive de s'enrichir et d'améliorer son propre niveau de vie et celui de sa famille. Sans une dose robuste d'égoïsme, sans le désir d'être envié par autrui, il ne peut y avoir ni progrès ni développement, mais seulement stagnation économique. Le "nouvel Etat social", pour ainsi dire, devra se borner à assurer une subsistance minimum, et pour une période limitée, à ceux qui, sans en être coupables, ne sont pas dans la condition matérielle de pouvoir travailler et produire : personne ne devra ménager ses efforts pour rentrer au plus vite dans le circuit de la production » (12).

Dans le cadre d'une telle position, qui réduit l'Etat au rôle de chien de garde d'un capitalisme sauvage et sans bornes, on peut se demander quel est le statut de la démocratie dans l'idéologie des Ligues. Et c'est justement sur ce point que, au-delà des slogans sur les "trois républiques", on découvre des conceptions extrêmement vagues et floues. Les seuls éléments dont on dispose sont les

positions très peu cohérentes du mouvement lombard à l'égard des réformes constitutionnelles, certaines déclarations de ses dirigeants et surtout la structure interne de la Ligue.

### La république présidentielle

Nombreux sont les partis — des forces gouvernementales aux forces d'opposition comme le MSI ou le PDS — qui soulignent la nécessité de dépasser la "Première République" par des réformes institutionnelles et électorales. Mais, dans le cadre de ce front hétérogène, les clivages s'opèrent surtout au niveau de l'impact des réformes et non de leur orientation générale. Cette dernière, plus ou moins acceptée par toutes les forces politiques, se résume à trois points fondamentaux : renforcer le pouvoir de l'exécutif, réduire les dépenses sociales et adopter des lois électorales de type majoritaire (dans le but, entre autres, de limiter la montée de la Ligue). Cette dernière, en revanche, a toujours prôné un dépassement de la "Première République" au nom du "fédéralisme". Mais depuis 1990, elle a commencé à prendre en considération une hypothèse plus radicale, celle d'une République présidentielle, partagée par le PSI, le MSI et par l'ancien président, Francesco Cossiga.

La Ligue déclare aussi respecter la démocratie, mais plusieurs affirmations de ses dirigeants soulèvent de forts doutes à ce propos. Un essai récent de G. Miglio est une véritable synthèse de conceptions réactionnaires et antidémocratiques : « La participation n'est qu'un mythe. (...) Cette idée de la participation — qui impose aux citoyens de prendre part à la vie politique, en s'inscrivant à un parti ou en présentant leur candidature aux élections — a poussé les gens à vivre de l'assistance publique au détriment des secteurs productifs du pays, concentrés dans les activités privées. Les citoyens qui travaillent et produisent ne ressentent pas le besoin de participer à la compétition politique. Tout d'abord, il faut aussi reconnaître que la volonté populaire elle-même n'est, dans une certaine mesure, qu'un mythe, ainsi que l'idée que le peuple pourrait s'autogouverner. (...) Le Parlement a été conçu comme un sujet infaillible, à qui on a confié la gestion de tout le système politique. (...) Cette conception (erronée et dangereuse) est à l'origine d'un absolutisme parlementaire tout aussi totalitaire que l'absolutisme monarchiste » (13).

C'est la structure même d'organisation de la Ligue lombarde qui montre sa vocation

autoritaire et antidémocratique. Ses adhérents sont divisés en quatre catégories : les membres fondateurs (qui participent de droit à tous les congrès) ; les membres ordinaires (les seuls qui participent aux congrès, en dehors des fondateurs) ; les membres militants et les membres sympathisants. En 1991, sur 30 000 adhérents à la Ligue lombarde, les membres fondateurs étaient au nombre de sept et les membres ordinaires 180 — dont seulement huit femmes, ce qui confirme le caractère machiste de ce mouvement ! Pour passer du statut de "militant" à celui de membre "ordinaire", il faut être nommé par les organismes dirigeants. De plus, les courants sont strictement interdits, ce qui permet d'éliminer toute opposition. Le véritable centre de décision demeure le leader charismatique Umberto Bossi, qui revendique ouvertement son rôle : « Il faut un homme, un seul homme, pour tirer les conclusions » (14). Et à Miglio d'ajouter : « La démocratie n'est qu'un moment, elle ne peut pas être la règle permanente, sinon il n'y aurait pas de synthèse politique » (15).

Enfin, la dernière et la plus repoussante



des caractéristiques idéologiques de la Ligue est son racisme. Comme l'a souligné Vittorio Moioli, « le mouvement des Ligues ne distingue pas sur la base du principe pseudo-scientifique de la différence biologique entre les races, mais défend avec intransigeance les privilèges du peuple qu'il veut représenter et s'oppose à tous

ceux qui apparaissent "autres" que ce peuple, perçus comme une menace contre sa paix et son bien-être » (16). Sur le plan pratique, cette forme de racisme ne se distingue pas beaucoup de celles produites par la pensée plus "classique" en la matière. La discrimination prônée par les Ligues s'en prend aux Italiens méridionaux et, surtout, aux travailleurs immigrés des pays du tiers monde. La Ligue a même lancé une campagne contre la dernière loi sur l'immigration (la loi Martelli), qui n'était pas favorable aux immigrés, mais que les Ligues considéraient comme trop laxiste.

Les tendances racistes de la Ligue se manifestent surtout dans la vie quotidienne. Nombreuses sont ses initiatives contre la présence des immigrés dans l'espace urbain. En 1991, elle a été capable d'organiser une

11) Voir Gianfranco Miglio, "Io e la sinistra", Micromega, février 1992.

12) Ibidem.

13) Voir V. Moioli, op. cit.

14) Ibidem.

15) Ibidem.

16) Ibidem.

grève dans un département de l'entreprise des transports de la ville de Milan, afin d'éloigner une communauté d'immigrés qui s'était installée près d'un dépôt de tramways. La même logique répressive est prônée contre les homosexuels et les drogués, considérés comme des "malades" qu'il faudrait soigner.

Les élections politiques des 5 et 6 avril 1992 ont été marquées par une montée des forces de droite. Le MSI, parti fasciste, en déclin depuis quelques années, a pu remonter jusqu'à son niveau de 1987 (5,4 % des voix) grâce à une campagne électorale agressive fondée sur le racisme, sur le rétablissement de la peine de mort et sur un appui des conceptions autoritaires de Cossiga. La Ligue Nord a obtenu 8,7 % des voix au niveau national (grâce aux seuls scrutins des régions du Nord). En Lombardie, la Ligue a renforcé ses positions, devenant le premier parti de Milan, avec 18,09 % des voix, alors qu'elle oscille entre 25 % et 30 % dans ses bastions historiques (la province lombarde). Cependant, la nouveauté est la diffusion du mouvement dans les autres régions du Nord : dans la circonscription électorale de Turin (Piémont), elle atteint 15,3 % des voix ; à Venise-Treviso (Vénéties), 17,3 % ; à Gênes (Ligurie), 14,3 % ; à Bologne (Emilie-Romagne), 7 %.

Ainsi, le mouvement de la Ligue cesse d'être un phénomène purement lombard et se répand dans toutes les régions du Nord. Il est aussi intéressant d'analyser le vote des jeunes pour les Ligues. Selon un sondage récent, dans l'électorat de moins de 34 ans, la Ligue atteindrait, au niveau national, 12,4 % des voix (17). Chez les plus jeunes, cette tendance serait sans doute encore plus accentuée.

Il serait dangereux de sous-estimer le mouvement des Ligues, en le considérant, par exemple, comme un phénomène transitoire ou en ne voyant pas tout le potentiel réactionnaire dont il est porteur. On ne peut pas exclure la possibilité d'une expansion et d'un renforcement ultérieurs de ce courant politique (même au-delà de l'Italie du Nord). Les derniers événements dans la ville de Milan (souvent considérée comme le symbole de la "modernité" et comme la "capitale morale" de l'Italie), où les principaux partis nationaux (DC, PSI, PDS) se trouvent impliqués dans un scandale financier, ne peuvent qu'approfondir la crise du système politique et favoriser la démagogie de la Ligue contre "les partis". En tout cas, le "léguisme" renforce le cœur de ceux qui misent sur une issue de droite à la crise politique. ★

Milan, 11 mai 1992

17) Voir *Avvenimenti* du 6 mai 1992.

# Les immigrés dans le collimateur

**La vague raciste qui balaie l'Allemagne depuis l'été 1991 s'est traduite par une percée électorale substantielle de l'extrême droite et des partis fascistes lors des élections des parlements des *länder* du Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein, début avril 1992 (1). La presse bourgeoise parle d'un vote de protestation, mais les raisons des succès de l'extrême droite sont ailleurs.**

David MÜLLER



LE FAIT que les *Republikaner* (Républicains) aient obtenu plus de 10 % des voix lors des élections dans le Bade-Wurtemberg, traditionnellement dirigé par l'Union démocrate chrétienne (CDU) et l'Union du peuple allemand (DVP), et plus de 6 % des voix dans le Schleswig-Holstein, bastion de la social-démocratie, montre que l'extrême droite a su profiter de la crise qui touche l'Allemagne.

Cette crise est à la fois économique et politique. La dette de l'Etat allemand dépassera bientôt 2 000 milliards de deutsch marks (DM), et le paiement des intérêts est déjà de 200 milliards de DM, soit la moitié du budget annuel. Bien qu'elle ait pu réaliser l'unification, la coalition au pouvoir des démocrates chrétiens et des libéraux n'a pas réussi à proposer un programme cohérent pour restructurer l'économie de l'ancienne République démocratique allemande (RDA). Le gouvernement applique des politiques d'austérité draconiennes — dont une augmentation des impôts —, fait pression pour maintenir les salaires à la baisse, propose des coupes claires dans les programmes sociaux, etc. Il essaye de récupérer tout ce qu'il peut sur le dos des travailleurs, quand il ne rencontre pas de résistance.

Durant l'été 1991, pour faire diversion, le gouvernement a lancé une campagne

contre les demandeurs d'asile afin de stimuler le racisme et d'approfondir un peu plus les divisions au sein de la classe ouvrière.

En septembre 1991, des terroristes fascistes ont attaqué un foyer d'immigrés à Hoyerswerda, dans l'ancienne RDA, avec le soutien, ou, du moins, la tolérance d'une grande partie de la population allemande locale (2). De telles actions se sont poursuivies, les commandos utilisant des tactiques différentes à l'Est et à l'Ouest. A l'Est, où la résistance organisée est assez faible, ils s'en ont attaqué ouvertement des immigrés et des foyers ; à l'Ouest, où le racisme mais aussi la résistance des forces organisées sont plus importants, ils ont lancé des attaques éclairs de nuit pour terroriser les réfugiés.

## La manipulation du racisme

Ce racisme violent a d'abord été utilisé par le gouvernement pour appuyer sa propre campagne afin d'obliger le Parti social-démocrate (SPD) à accepter un amendement de l'article 16 de la Constitution, qui garantissait que « les personnes persécutées politiquement obtiennent le droit d'asile ». Les fascistes ont donc été utilisés comme groupe de pression. Le gouvernement s'est élevé contre la violence tout en déclarant la comprendre à cause du nombre trop élevé des réfugiés sur le sol allemand.

Cette campagne avait trois objectifs pour la CDU : distraire l'attention de l'opinion publique de sa politique d'austérité ; obliger le SPD à accepter une modification de la Constitution — une majorité des deux tiers au Parlement est indispensable — ; remporter les élections municipales en Basse-Saxe et vaincre le SPD lors des élections dans les *länder* du Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein, pour renverser la majorité SPD au Bundesrat (3).

Lors du suffrage municipal de Brême, les voix de la CDU ont augmenté, sans qu'elle parvienne à y constituer une nouvelle équipe municipale — toujours formée par une coalition de sociaux-démocrates, de libéraux et de Verts. Le gouvernement a

1) Voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril au 7 mai 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

3) L'Allemagne a un système à deux chambres : le Bundestag, Parlement fédéral et le Bundesrat, organe représentant les *länder*, qui peut opposer son veto aux décisions du Bundestag.

alors renforcé sa campagne contre les réfugiés et la direction du SPD a accepté un "pacte national", qui comprend la réduction du délai d'étude des demandes d'asile et la mise en place de grands camps pour les réfugiés (*Sammellager* — qui peut se traduire littéralement par "camp de concentration" !). Cependant, dès que le pacte a été signé, le gouvernement a repris sa campagne pour une modification constitutionnelle.

Différents événements ont contraint le gouvernement à modifier légèrement sa politique en octobre 1991. Les élections en Basse-Saxe, région gouvernée par une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts, ont été une défaite pour la CDU, et seuls l'extrême droite et les Verts ont gagné des voix. Dans le même temps, les fascistes poursuivaient leurs attaques au point de devenir encombrants pour la crédibilité du gouvernement, surtout vis-à-vis de l'étranger. Enfin, un mouvement contre les agressions racistes commençait à se développer.

Le parti au pouvoir a réagi en envoyant certains de ses leaders visiter des foyers de réfugiés pour « exprimer leur solidarité » sans aller jusqu'à abandonner leur demande de modification constitutionnelle.

Depuis lors, la position gouvernementale n'a pas changé, et une loi réduisant drastiquement les droits des réfugiés a été votée. Une pression très importante a également été exercée sur les maires du SPD à travers la réduction des crédits fédéraux en matière de dépenses sociales pour les chômeurs de longue durée et pour les réfugiés — ce qui a conduit plusieurs d'entre eux à reprendre à leur compte les positions de la CDU.

### Forces et faiblesses des fascistes

Il existe aujourd'hui des dizaines de milliers de fascistes organisés, dans des formations d'extrême droite. La terreur contre les réfugiés a contribué à créer un climat raciste et certains groupes fascistes ont réussi à élargir leur influence dans l'opinion publique.

Mais, il y a certains obstacles au développement d'un mouvement fasciste de masse.

Malgré la faiblesse de la gauche, un mouvement antifasciste peut se développer. Pour l'instant, les formations d'extrême droite restent majoritairement "électorales" et semblent incapables de construire un mouvement large. Les *Republikaner* n'ont pas d'orientation claire en ce sens ; leurs cadres sont surtout plus intéressés par les institutions. Quant au DVU, explicitement fasciste, il n'a pas d'implantation réelle.

Enfin, bien que la bourgeoisie et le gouvernement conservateur-libéral soient en

crise, ils sont encore capables de contrôler la société par des moyens idéologiques "ordinaires", telles l'intégration et la répression sélective. Le dirigeant des *Republikaner*, Schonhuber, a rencontré à diverses reprises de petits capitalistes, mais le grand capital ne s'intéresse guère, pour l'instant, aux groupes fascistes ou d'extrême droite. Malgré le conflit entre les syndicats et le gouvernement, la bureaucratie syndicale reste suffisamment importante pour contrôler d'éventuelles luttes ouvrières radicales.

### Le racisme gagne du terrain

Malheureusement, le racisme gagne de plus en plus de terrain dans la population allemande et la gauche est incapable de lancer une contre-offensive adéquate. Cela est dû à deux raisons, l'une structurelle, et l'autre de nature plus locale.

Comme dans tous les pays impérialistes, la majorité de la population blanche (ou japonaise) est bien plus aisée que la majorité de la population du reste du monde où la répression politique est beaucoup plus forte. La majorité des "Blancs" expliquent cela de manière raciste : « *les Noirs sont paresseux* » ; « *ils ne sont pas prêts pour la démocratie* » ; etc.

En Allemagne, il n'y a pas d'alternative de gauche importante ou crédible qui permettrait d'offrir une perspective à ceux qui voudraient se battre contre le racisme. Le SPD et les dirigeants syndicaux ont défendu le partenariat social et le "bien-être national" ; or, le mot d'ordre de l'extrême droite — « *Etrangers dehors !* » — semble offrir une solution rapide à beaucoup de ceux qui ressentent le besoin d'un changement radical.

Même si les directions syndicales ont violemment protesté contre les attaques racistes, elles n'ont pas mené de campagnes contre le racisme dans les entreprises.

Les communautés immigrées elles-mêmes sont restées plus ou moins passives. Cela est dû, d'une part, au manque de soutien, surtout syndical, et de l'autre à un virage à droite au sein de la communauté immigrée, où les groupes religieux ont gagné une forte influence.

Les Verts ont abandonné leur mot d'ordre « *Ouverture des frontières* » et demandent maintenant une extension du droit d'asile et des quotas pour les immigrés.

Après les attaques d'Hoyerswerda, un mouvement antiraciste est apparu, et des comités ont été formés dans presque toutes les villes. Cette mobilisation a connu son apogée le 9 novembre 1991, date anniversaire de la Nuit de cristal. Ensuite, d'importants problèmes sont apparus dans le mouvement, qui s'est divisé en deux courants. Le premier, qui regroupe principalement les forces

libérales (les associations patronales, etc.), les sociaux-démocrates et certains Verts, fait campagne « *contre la violence et la haine* » et apporte une aide matérielle aux réfugiés, mais évite de critiquer la politique du gouvernement — la plupart de ces membres s'opposent à toute alliance avec l'extrême gauche.

Le second courant réunit ce qui reste de l'extrême gauche, certains autonomes libertaires, de nombreux réfugiés appartenant à des organisations d'immigrés de gauche et une minorité des Verts. Il continue à diffuser des slogans comme « *Ouverture des frontières !* », mais il est lui-même divisé en deux sous-tendances : l'une, plus antinationaliste, fait de la propagande contre « *les Allemands* » ; l'autre adopte une approche économiste — « *Une seule classe, une seule lutte* ».

Fortement sensible à la "décentralisation", l'extrême gauche n'a pas été capable, pour le moment, d'établir des structures antiracistes fédérales ou régionales, et seul le courant modéré possède ce type de coordination.

Le mouvement est plus axé sur l'antifascisme que sur l'antiracisme, mobilisant de nombreux jeunes et la gauche traditionnelle contre les attaques fascistes, autour de mots d'ordre démocratiques et principalement défensifs.

Etant données les attaques contre le niveau de vie prévues par le gouvernement, il est fort probable que la campagne raciste continue ; cette question va devenir centrale dans la vie politique allemande. Il est donc important de développer une campagne antiraciste radicale sur le long terme tournée avant tout vers les immigrés, mais aussi vers les travailleurs allemands et la jeunesse, autour de la revendication de l'égalité juridique et sociale entre Allemands et immigrés.

Cela doit aller de pair avec l'élaboration de revendications sociales répondant aux besoins matériels des travailleurs et des chômeurs, dont des réductions du temps de travail, jusqu'à ce que chacun dispose d'un emploi et d'un logement décent.

Tant qu'une telle campagne n'est soutenue que par l'aile gauche du mouvement, elle doit prendre l'initiative de promouvoir des actions conjointes, le plus souvent possible, pour défendre les réfugiés ou contre certaines lois.

Diverses activités ont aussi besoin d'être développées dans les lieux de travail et dans les écoles, soit autour du travail antiraciste soit contre des attaques particulièrement scandaleuses de l'extrême droite ou de l'Etat. ★

Hanovre, mai 1992

# Les onze jours de l'ÖTV



L'accord signé par la direction du syndicat du secteur public, l'ÖTV, le 10 mai 1992 (voir *Inprecor* n° 352 et 353 du 8 et 21 mai 1992) a été rejeté par un vote, au cours du référendum organisé par le syndicat — 44 % pour l'accord et 56 % contre. Un tel démenti infligé par la base à une direction syndicale n'est pas nouveau ; mais c'est la première fois qu'un vote majoritaire remet en cause l'accord passé.

Angela KLEIN



**E**N REGLE générale, et surtout dans le syndicat de la métallurgie, l'IG-Metall, il faut 75 % des voix des salariés pour décider du lancement d'une grève, mais 25 % suffisent pour accepter un accord passé

par la direction avec le patronat. Le règlement interne de l'ÖTV est plus démocratique : 50 % des voix suffisent à valider un accord.

La dirigeante du syndicat de la fonction publique, Monika Wulf-Mathies, termine la grève, la plus longue connue par ce syndicat depuis la guerre, manifestement affaiblie — alors qu'elle semblait détenir une position inébranlable tout au long du conflit.

Dans l'ÖTV, le mécontentement et les manifestations d'opposition à la direction sont évidents depuis longtemps : ce syndicat n'est pas des plus combatifs ; sa direction est plutôt droitière — elle s'appuie surtout sur les secteurs ouvriers, qui sont les plus forts dans les luttes, mais aussi les moins ouverts aux positions de gauche, pour faire front commun contre les milieux du "travail social", fortement influencés par les luttes de 1968 et des années 70. Généralement, les oppositions ouvertes à la direction ne sont pas tolérées ; on a même assisté récemment à des exclusions pour cause d'"insoumission". Dans l'ÖTV, les critiques portent souvent sur ces pratiques antidémocratiques.

Mais la grève a tout changé. La direction n'en voulait pas ; elle y a été poussée contre son gré, par la volonté du gouvernement d'arracher, pour le compte du patronat, un "tournant salarial" par la force — qui n'a

pu être imposé ni dans la sidérurgie, ni dans les banques. L'incapacité du gouvernement à comprendre le climat politique qui règne actuellement dans le pays a poussé la direction de l'ÖTV à réagir.

## « Maintenant, nous nous battons ! »

Une fois obligée de conduire la grève, la direction du syndicat a décidé de la mener à bien et de la conclure par un accord infligeant une défaite au gouvernement. La première réaction de Wulf-Mathies face au refus par ce dernier d'un compromis proposé par le médiateur, et d'un vote de 90 % en faveur de la grève, fut de déclarer : « *Maintenant, nous ne nous battons plus pour le compromis ; nous sommes en lutte, nous nous battons pour les 9,5 % que nous demandons depuis le début.* » Le syndicat a alors lutté ; tous les adhérents ont suivi la direction, même les opposants d'hier. Seuls les Verts et certains mouvements associatifs critiquaient le syndicat — avec des arguments très proches de ceux des patrons : « *Ce n'est pas le moment pour de telles revendications* » ; « *Le syndicat n'est pas solidaire des travailleurs de l'Est* », etc.

La dirigeante de l'ÖTV a été très présente dans cette grève : de ville en ville, elle a rencontré les grévistes, écoutant leurs problèmes et devenant leur porte-parole devant la presse. L'organisation du conflit s'est faite de façon démocratique, très décentralisée, et laissant aux sections de base le soin de décider des entreprises ou des bureaux à fermer.

Wulf-Mathies a su répondre fermement aux arguments démolisseurs du gouvernement ; elle a réussi à exprimer l'opinion d'une grande majorité des grévistes et de la population. Elle savait qu'une grève dans le secteur public risquait vite de devenir impopulaire. Elle s'est aussi faite la porte-parole

des "perdants" de l'unité allemande à l'Ouest ; tout en défendant l'unification, elle expliquait que les travailleurs supportaient déjà les trois quarts des frais et qu'il fallait enfin faire payer les riches.

## Une grève politique

La grève était très politique, tant par la motivation des grévistes — il s'agissait de donner une leçon au gouvernement —, qu'en termes d'enjeu — comment résoudre les problèmes de l'unification —, et que par son caractère de confrontation générale. Cela a permis au syndicat de tenir un discours dépassant les strictes préoccupations syndicales, de mobiliser la sympathie de la population qui, à son tour, a soutenu la grève, même dans ses moments difficiles. En outre, les grévistes de la fonction publique ont été confortés par la combativité de l'IG-Metall, et des syndicats de l'imprimerie et de la construction alors aussi en négociation et qui menaçaient également de partir en grève. L'accumulation de conflits partiels a fait planer le spectre de la grève générale.

La grève a été menée avec flexibilité, causant le moins de dommages possibles à la production et aux usagers. Dans les hôpitaux, les services administratifs étaient bloqués, mais les urgences ont constamment été assurées. Dans de tels secteurs, la gestion des effectifs par les grévistes eux-mêmes pourra servir, par exemple, à organiser les soins aux malades sans avoir recours aux prétendus "plans de rationalisation" du service minimum du gouvernement. Les trains qui ne roulaient pas en semaine se remettaient en route le week-end pour permettre les départs en banlieue ; les ordures qui s'accumulaient dans les rues étaient déplacées pour ne pas gêner telle ou telle fête locale, etc.

Dès le début, la grève a été massive. L'ÖTV savait que ce mouvement ne pouvait pas durer très longtemps, que la fermeté de la direction devait apparaître clairement depuis le début et qu'elle devait "faire mal".

Engageant de 30 à 50 000 grévistes au début, le mouvement en a concerné 450 000 à la fin. Tous les secteurs s'y sont successivement intégrés : les transport urbains, la poste, les chemins de fer — surtout les employés de projets prestigieux, comme le Intercity Express (ICE) —, les services de nettoyage, les hôpitaux, les écoles et les lycées, et, enfin, les aéroports. La fermeture totale pendant 24 heures de l'aéroport de Francfort, le plus grand d'Europe, importante plaque tournante du trafic de marchandises et de voyageurs, représente sans doute le point culminant de cette grève. Pour le bloquer, il a suffi que les pompiers se mettent en grève. La compagnie aérienne Luf-

thansa, qui a exigé que le personnel de l'aéroport voisin — la base militaire nord-américaine — "remplace" celui de Francfort, sans résultat, porte maintenant plainte contre le gouvernement du Hesse. Selon cette compagnie, les autorités auraient interdit aux Nords-Américains de l'aider.

Une fois l'épreuve de force engagée, le syndicat l'a donc assumée.

Tous ces éléments témoignent de la vigueur du mouvement syndical allemand : sa force organisationnelle, son unité dans la lutte, et la conscience de ses capacités à bloquer la vie du pays en peu de temps.

Ce n'est pas un hasard si, durant la grève, le débat sur la privatisation du secteur public a repris — visant le pouvoir contractuel des syndicats pour les briser. Dans les années 80, un programme de privatisations de certaines entreprises industrielles avait été engagé, ainsi qu'une dénationalisation partielle de la poste. Les plans de privatisation des chemins de fer sont actuellement en marche. Pendant la grève, certaines entreprises ont commencé à travailler avec des services de ménage privés. On va sûrement assister maintenant à une campagne pour la privatisation de vastes secteurs.

### L'ÖTV après la grève

En dépit d'une lutte victorieuse, l'ÖTV devra faire face aujourd'hui à un défi majeur, qui risque de remettre en question les formes traditionnelles de la lutte syndicale. Le patronat pourrait abandonner, au moins partiellement, sa ligne, conscient que la conciliation lui coûte moins cher que l'affrontement — au moins tant qu'il dispose de moyens financiers. Mais des budgets sont d'ores et déjà réduits, surtout dans le secteur public et, à l'avenir, il faudra se battre pour préserver les acquis. Des efforts majeurs seront aussi nécessaires pour contrer les plans de privatisation et pour organiser les employés des sociétés privées, ainsi que les victimes de la déréglementation.

La question de la démocratie syndicale est à l'ordre du jour du congrès de l'ÖTV, qui se tiendra du 19 au 25 juin. Même si l'accord signé représente bien une défaite pour le gouvernement — au moins sur le terrain politique —, les salariés de la fonction publique considèrent que ce résultat n'est pas suffisant et qu'il aurait fallu poursuivre la grève. Le débat dans l'ÖTV porte sur la transparence dans les négociations et la possibilité pour la base d'y peser. Paradoxalement, et malgré les résultats obtenus dans cette lutte, où tous les militants suivaient la direction, l'opposition s'est accrue au sein de l'ÖTV. Elle est encore hétérogène, très mal structurée et politiquement faible — on ne peut donc guère s'attendre à une candida-

ture alternative à celle de Wulf-Mathies. Mais elle pourrait aussi mieux s'organiser autour de la question de la démocratie. En outre, les débats en cours expriment la confiance retrouvée de centaines de milliers de syndiqués qui, pour beaucoup, faisaient grève pour la première fois.

### Les difficultés de l'IG-Metall

Dans la métallurgie, dès que les patrons ont senti que, contrairement à leurs souhaits, la base qui votait contre l'accord — surtout les ouvriers — était bien plus radicale que la direction syndicale, ils ont adopté une tactique plus souple. La direction de l'IG-Metall craignait de s'engager dans un conflit alors que le climat politique était très polarisé. Cela explique la signature d'un accord jugé très mauvais par les salariés — dans la propagande patronale il est présenté comme « irresponsable », même si les patrons avouent qu'il s'agit d'un premier pas en direction du tournant salarial qu'ils souhaitent. La situation risque de se détériorer dans l'IG-Metall.

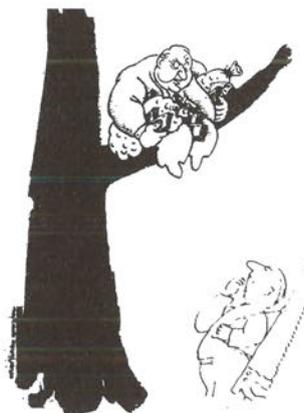
Après que les deux grands syndicats en lutte ont signé des accords, les autres secteurs ont suivi, dont l'imprimerie et la construction. Des négociations salariales se sont ensuite ouvertes en Allemagne de l'Est pour adapter le niveau salarial aux nouvelles conditions.

Cette vague de grèves témoigne du changement en cours dans le rapport des forces sociales et politiques de l'Allemagne réunifiée.

La combativité du mouvement syndical est intacte ; celui-ci est loin de connaître les érosions et les défaites subies par certains de ses homologues européens. Mais il est aussi confronté à des problèmes nouveaux auxquels sa direction n'est guère préparée — les réponses qu'elle y apporte, pour le moment, se réduisent à la défense des anciens acquis, ce qui ne sera sans doute pas suffisant.

Le défi est de parvenir à construire une gauche syndicale capable d'apporter des réponses. ★

Cologne, 4 juin 1992



### TCHÉCOSLOVAQUIE

### Petr Uhl

Notre camarade Petr Uhl a décidé de ne pas se présenter aux élections législatives de début juin et de prendre, pour l'instant, du recul par rapport à la vie politique publique, en se repliant sur ses activités professionnelles. Il estime de ne pas avoir, à cette étape, de possibilités réelles d'influencer le développement de son pays en tant qu'individu ou en tant que membre d'un groupe politique. Dans le cadre de ce "congé politique", il ne doit donc plus être considéré comme membre de la IVe Internationale, bien que ses objectifs fondamentaux restent les mêmes que ceux de cette organisation, et qu'il continue à mener une bataille courageuse pour la défense et le développement des droits démocratiques.

Petr avait été l'un des acteurs de la "révolution de velours" après avoir payé de neuf ans de prison son opposition au régime bureaucratique. Dans un contexte passionnant et difficile, il s'était trouvé propulsé à des responsabilités nouvelles. Déjà membre d'une petite organisation antistalinienne et anticapitaliste, l'Alternative de Gauche, il devenait directeur de l'agence de presse nationale CTK (CSTK depuis 1991) et, peu après, il était élu député du Forum civique (FC) quand celui-ci était porteur de la légitimité populaire du nouveau pouvoir.

Dès que des clivages sont apparus dans le FC, Petr s'est opposé à la transformation de celui-ci en parti de Vaclav Klaus, partisan radical de l'introduction d'une "économie de marché". Toutefois, son opposition n'a débouché que sur l'adhésion au Mouvement civique, sans projet de construction d'une organisation et d'un mouvement de gauche. Une de ses dernières activités comme député a été d'organiser une protestation contre la loi dite de *lustrace*. Il a réussi à regrouper 99 députés de l'Assemblée fédérale (sur 300) sur la base d'un appel à la Cour constitutionnelle contre cette loi. Il a comparu récemment devant cette Cour et un public d'une centaine de personnes, à Brno. L'audience s'est transformée en une sorte de procès insidieux contre lui.

Ce glissement de fonctions a provoqué les commentaires désapprobateurs de la presse. Petr a aussi soutenu un appel, signé par 70 députés, contre l'article du Code pénal mettant sur le même plan la propagande communiste et les idées fascistes. ★

# Le succès du 28-M

Sous prétexte de siéger parmi les pays dirigeants de l'Union économique européenne, le gouvernement espagnol est en train de procéder à des attaques anti-ouvrières sans précédent. Malgré les promesses d'une hypothétique accession à un bien-être à l'"européenne", les salariés ont commencé à riposter ; depuis la fin 1991, les grèves générales régionales se multiplient. Elles viennent de déboucher, le 28 mai 1992 (le "28-M") sur un mouvement social d'une ampleur inconnue dans l'Etat espagnol depuis la grève générale du 14 décembre 1988.

*Inprecor* a rencontré Joaquin Nieto, membre de la commission exécutive des Commissions ouvrières (CCOO), pour analyser la situation sociale et syndicale dans l'Etat espagnol.



« La grève est un gros succès contre le decretazo ! » Manifestation du 28 mai 1992 à Madrid (DR).

**INPRECOR :** Depuis 1991, les mouvements sociaux se multiplient dans certaines régions de l'Etat espagnol, et notamment dans les Asturies, contre les plans de reconversion du gouvernement (1). Les directions des grandes centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) ont enfin appelé à une demi-journée de grève générale, le 28 mai 1992. Comment en est-on arrivé là ?

**Joaquin NIETO :** Trois facteurs essentiels ont conduit à ce mouvement. D'abord, il faut signaler l'accumulation du mécontentement et le malaise social grandissant face à la politique économique et sociale du gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dont la crédibilité est de plus en plus ébranlée. Celui-ci, comme son homologue français, est, en

outre, discrédité par des affaires de corruption. Cette colère s'est manifestée par une augmentation des mobilisations et des conflits salariaux : depuis l'automne 1991, nous assistons à une succession de grèves régionales contre la désertification industrielle de différentes régions. Il y a eu des mouvements sociaux à Leon, une grève générale dans les Asturies, à Cartagena, et en Galice, le 2 avril 1992. Le 2 avril, à Aviles, dans les Asturies, 100 000 travailleurs ont fait une nouvelle grève générale, ainsi qu'à Hernani, dans la province de Guipuzkoa. Un autre mouvement était prévu, le 27 mai, dans la province de Murcie, dans toute la région des Asturies et en Euskadi.

Les conflits sont actuellement beaucoup plus nombreux : en 1991, le nombre des journées de grève a été bien supérieur à celui de 1990 ; et, au cours des quatre premiers mois de 1992, on en a recensé deux ou trois fois plus que tout au long de l'année précé-

dente. L'Etat espagnol détient le record des conflits sociaux en Europe.

Enfin, le troisième élément qui a mis le feu aux poudres est l'offensive anti-ouvrière du gouvernement, malgré les protestations des salariés. Un plan économique très dur est en préparation, renforcé par les mesures recommandées par le Traité de Maastricht pour que l'Etat espagnol soit en tête du groupe dirigeant de l'Union économique et monétaire. C'est ainsi que le gouvernement a élaboré un "plan de convergence", qui porte un coup sans précédent aux chômeurs, aux travailleurs en général et au secteur public — notamment par l'application d'un décret qui réduit fortement les allocations de chômage. La dernière des mesures annoncées vise à réduire le droit de grève, et ce pour freiner l'expression du mécontentement (voir l'encadré en p. 23).

Le 28 mai est donc un temps fort dans le cadre d'un mouvement soutenu ; dans quelques mois il faudra aller de nouveau vers la mobilisation — il est question d'une grève générale à l'automne 1992.

◆ *Le gouvernement, comme tu le rappellais, prend prétexte de Maastricht pour démanteler une série d'acquis sociaux. A ce propos, quelle est la position des centrales ouvrières sur l'unification européenne ?*

Dans l'Etat espagnol, le mouvement syndical est traversé par une discussion importante sur Maastricht. Le gouvernement se cache derrière ce traité pour appliquer les mesures actuelles — celles-ci sont évidemment tout à fait compatibles avec les plans européens. Comme la Confédération européenne des syndicats (CES), les CCOO et l'UGT ont exprimé un appui critique aux accords de Maastricht, car elles misent sur cette Europe-là, sans mettre en question le nouvel empire qui se construit ; cela me semble être une erreur. Cette position trouve un écho certain à la base.

Les centrales syndicales ont manifesté des réticences quant à l'homogénéité qui existe dans le domaine macro-économique, qui ne se traduit pas sur le terrain social ; ensuite, elles ont critiqué le fait que la centralisation des décisions économiques ne s'accompagne pas d'une centralisation des décisions politiques. Ces critiques sont justes, mais elles n'impliquent pas la remise en cause nécessaire du projet.

Cependant, dernièrement, les critiques du projet européen dans son ensemble se multiplient, notamment dans la Gauche unie [coalition dirigée par le Parti communiste espagnol — PCE —, ndlr].

1) Voir *Inprecor* n° 348 et 352 des 13 mars et 8 mai 1992

◆ *Le PSOE a utilisé des moyens inhabituels, dignes du franquisme, pour faire passer le décret sur le chômage, le "decretazo".*

Effectivement, cette réforme n'est pas passée par les canaux habituels des Cortès [le Parlement national, ndlr] ; il s'agit d'un décret royal adopté par le Conseil des ministres et publié dans le Bulletin officiel de l'Etat. Il n'a été ni discuté ni soumis préalablement aux syndicats. Ce *decretazo* illustre une forme de gouverner très autoritaire — nous sommes très sensibles à ce genre de coup de force dans l'Etat espagnol, cela nous rappelle la dictature, qui gouvernait aussi par décrets.

Ensuite, le gouvernement a essayé de faire passer la pilule en proposant un projet de loi — qui reprend le décret — discuté au Parlement, pour tenter de désamorcer la riposte syndicale.

La grève générale du 14 décembre 1988 avait surtout été organisée contre un plan d'emploi qui discriminait les jeunes arrivant sur le marché du travail. Le gouvernement fut alors obligé de retirer ce projet, et on n'en a plus jamais entendu parler ! Aujourd'hui, le gouvernement, pour ne pas être contraint de retirer les mesures proposées à cause de la contestation sociale, en fait un projet de loi et le soumet au Parlement — son retrait devient légalement beaucoup plus compliqué.

Le PSOE prétend affronter la riposte sociale non pas par une mesure gouvernementale, mais par le biais des Cortès — il devient ainsi plus difficile de maintenir la mobilisation, car la possibilité d'imposer le retrait des mesures s'éloigne. Les gens qui bougent le font en partie par colère, mais aussi pour trouver une solution viable au problème ; si l'issue de ce conflit leur semble difficile, cela a des effets démobilisateurs.

Enfin, il faut savoir que, le 28 mai, un des seuls endroits où le travail a continué est le Parlement ! Il y avait beaucoup plus de députés présents que d'habitude, malgré la grève de certains parlementaires de la Gauche unie — le 14 décembre 1988, aussi, les Cortès et les forces de l'ordre furent les seules "entreprises" à travailler.

◆ *Et qu'en est-il du contenu du décret ?*

Ce décret est déjà appliqué. Il pourra néanmoins être amendé ou modifié pendant le débat parlementaire — ce qui permet aux groupes politiques qui ne veulent pas être éclaboussés par son impopularité de prendre leurs distances et de trouver des excuses face au mouvement syndical.

La réduction des allocations de chômage

concerne tous les salariés (voir l'encadré en p. 25). Désormais, les salariés devront cotiser plus longtemps à la sécurité sociale pour avoir droit aux allocations de chômage — il faudra désormais avoir travaillé un an, alors qu'avant six mois suffisaient. Les salariés qui n'ont qu'un contrat de six mois — et cela concerne énormément de travailleurs dans l'Etat espagnol, des saisonniers agricoles, des employés du tourisme, etc. — n'auront plus droit au chômage. Ensuite, le décret réduit le montant des allocations de 10 à 15 %. Il faut rappeler que nous avons le taux de chômage le plus important de la Communauté économique : 17 % de la population active, environ 2,6 millions de chômeurs — et un très bas niveau de couverture sociale. Plus de la moitié des sans emploi ne touchent rien (1,4 million de personnes) — et je ne parle ici que des chômeurs recensés. Il ne faut pas oublier l'armée de chômeurs de longue durée, et surtout de chômeuses, qui se sont fatigués de faire des démarches pour toucher des aides misérables : environ 2 millions de personnes n'ont pas de travail et ne touchent rien !

◆ *Pourquoi les directions syndicales, après avoir longtemps traîné des pieds, ont-elles fini par lancer cet appel à la grève générale ?*

Outre la virulence des attaques gouvernementales, les directions syndicales subissent aussi des pressions internes. Lors de la grève générale du 14 décembre 1988, qui a laissé des souvenirs très vifs parmi les salariés, la nécessité d'apporter une riposte d'ensemble au gouvernement s'était déjà posée.

Après les différentes grèves générales régionales, la pression de la base s'est accentuée pour exiger une action d'envergure. Les directions syndicales, en outre, pensaient que les attaques du gouvernement étaient généralisées, qu'elles avaient une grande envergure et des répercussions à très long terme : il leur fallait donc répondre, avant tout pour préserver la crédibilité du mouvement syndical. En plus, elles ne pouvaient pas prendre le risque de décevoir leur base.

Lors des discussions qui ont eu lieu dans les syndicats sur le type de riposte à mettre en œuvre, ce sont les cadres intermédiaires qui ont protesté les premiers face à la proposition d'une demi-journée de grève — et pas seulement la gauche syndicale — ; les gens voulaient refaire le 14 décembre 1988. Une demi-journée de grève demande encore plus de travail d'organisation qu'une journée entière. Mais la répercussion sociale n'est pas la même et ce mode d'action peut créer des conflits entre les travailleurs — certains font grève, d'autres pas, ou pendant moins

## La loi antigrève

La législation sur le droit de grève, issue d'un décret du roi émis en 1977, avant l'adoption de la Constitution, est déjà fort restrictive. Au cours des différents conflits sociaux, les syndicats avaient réussi à élargir leurs droits en la matière, à l'exception du service public minimum, unilatéralement adopté par le gouvernement et utilisé contre le droit de grève.

La loi actuellement à l'étude s'inspire de la législation franquiste de 1970 et 1975 — sans les menaces pénales de l'époque. Elle protège légalement l'embauche de "jaunes" par le patronat ; elle déclare "illégal" certaines grèves et complique les démarches à effectuer pour déposer un préavis. Le service public minimum sera désormais fixé par les autorités, qui se réservent le droit de l'instaurer. Les syndicats sont aussi habilités à instaurer ce service minimum — le gouvernement aimerait encourager l'"autorégulation". Enfin, tout un arsenal de sanctions individuelles — licenciements des travailleurs ayant participé à une grève illégale ou qui ne respecteraient pas le service minimum — ou collectives —, contre les délégués ou instances syndicales qui auraient appelé à la grève "illégal" — est prévu. ★

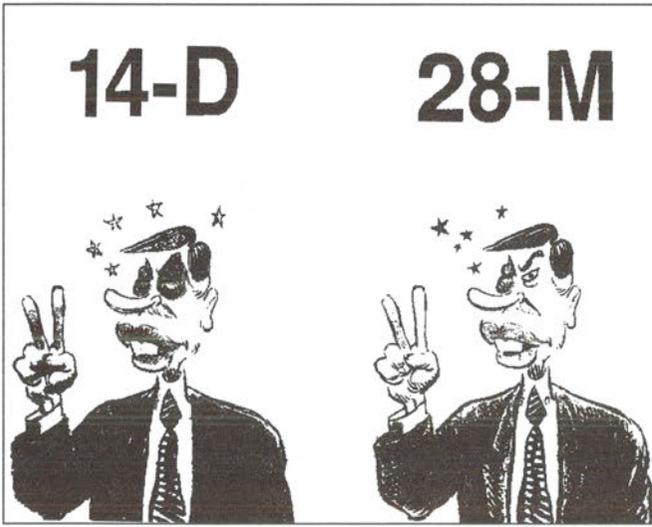
d'heures, selon les horaires des équipes ; les pertes de salaire sont différenciées.

De fait, ce débat a été salutaire ; il serait souhaitable que cette "rébellion normalisée" de la base et des cadres intermédiaires face aux décisions des directions syndicales se poursuive. Il faut briser le schéma selon lequel, lorsque la direction décide quelque chose, on ne peut plus en discuter ; ou que si l'opposition fait une proposition il faut la refuser *a priori*.

Ce fonctionnement commence à changer, du moins dans les Commissions ouvrières. Depuis le dernier congrès des CCOO, la gauche syndicale se rend compte que ses propositions sont mieux perçues : certains de ses amendements avaient été votés — auparavant, toute proposition qui venait de la gauche syndicale était d'emblée rejetée.

◆ *A ton avis, l'unité d'action entre les CCOO et l'UGT pourrait-elle franchir un pas supplémentaire ?*

Cette unité se maintient depuis la grève générale de 1988, malgré l'apparition de conflits à l'occasion des élections syndicales, dépassés par la pression même des problèmes que nous connaissons dans l'Etat espagnol, par la conscience qui existe de la détermination "jusqu'au-boutiste" de l'enne-



Felipe Gonzalez, du 14 décembre 1988... au 28 mai 1992.

mi et de la défaite qu'il veut nous infliger. Le maintien de l'unité est donc une affaire de responsabilité face aux adhérents des deux syndicats.

Aujourd'hui, le poids des deux syndicats est semblable : sans compter l'Euskadi et la Galice [où existent des syndicats nationalistes, non confédérés au niveau de l'Etat espagnol, ndlr], les deux syndicats ont près de 90 % des mandats — pendant la dictature et durant les premières années de la transition, les CCOO étaient beaucoup plus fortes.

Je pense qu'à terme on peut franchir une étape supplémentaire : certains des obstacles les plus importants dans la voie d'une plus grande unité entre les deux centrales ont disparu — les références et les liens politiques, le PSOE pour l'UGT et le PCE pour les CCOO. Les liens des CCOO avec le PCE sont coupés depuis longtemps et ceux de l'UGT avec le PSOE se limitent aujourd'hui à une simple confrontation. L'UGT semble même penser qu'une défaite électorale ferait du bien au PSOE et que cela provoquerait peut-être des ruptures en son sein. Mais l'unification n'est pas à encore l'ordre du jour.

Les cultures de ces deux centrales restent évidemment différentes : aujourd'hui encore, la plupart des cadres des CCOO viennent de la lutte antifranquiste et ceux de l'UGT ont été formés après.

◆ *La grève du 28 mai a-t-elle connu la même ampleur dans l'ensemble de l'Etat espagnol ?*

Il faut dire que les appels à la grève étaient différenciés. A certains endroits, il y avait un appel à une grève de 24 heures : dans une partie d'Euskadi, dans les Baléares, en Murcie, à Huelva (Andalousie) et dans le Sud de l'Andalousie, dans le canton de Gibraltar. Certaines branches avaient aussi

lancé un appel à 24 heures de grève, notamment dans les mines — à cause de la dramatique situation de ce secteur — ; dans la sidérurgie ; dans l'enseignement — les élèves comme les professeurs y appelaient —, etc.

Dans le reste des secteurs et des régions du pays, la demi-journée de grève avait lieu entre 5 heures du matin et midi. Pendant cette période, la consommation d'électricité a chuté

de 68 % : la production a été réellement paralysée.

◆ *Il s'agit donc d'un succès. Comment s'est-il traduit en termes de manifestations et de soutien de la population en général ?*

L'appel à la grève s'est fait sous différentes formes et de façon dispersée ; cela a eu des conséquences sur la mobilisation. Là où le mouvement avait été convoqué pour toute la journée, elle a été totale, il s'est agi d'une grève du travail et d'une grève sociale — les activités professionnelles ont été paralysées, mais aussi toute la vie sociale. Là où la grève était partielle, la paralysie a été presque totale dans les centres de travail, surtout dans l'industrie, la construction et les services ; mais les répercussions sur la vie sociale ont été moindres.

A Madrid, les grands magasins sont restés ouverts, mais le petit commerce, lui, a été massivement paralysé, surtout dans les quartiers ouvriers et dans le centre-ville.

Au total, 174 organisations ont apporté leur soutien à la grève générale : tous les mouvements sociaux, une trentaine d'organisations écologistes, une vingtaine d'associations de femmes, 40 groupes de jeunes et d'étudiants, des associations de lutte contre la pauvreté, de Gitans, de chrétiens de base, etc. Même la hiérarchie catholique a été obligée de prendre publiquement position à cause de la pression de sa base.

Dans l'Etat espagnol, l'articulation entre les différents mouvements sociaux persiste malgré tout ; il faut aujourd'hui la renforcer — on commence à le faire dans le domaine de l'environnement, par exemple. Les organisations écologistes ont publié un manifeste soutenant la grève, elles ont rencontré les CCOO et l'UGT et il y a des engagements dans le sens d'une intervention commune

face aux problèmes écologiques. Maintenant, il faut consolider ces convergences informelles mais réelles.

L'appel des syndicats à la grève a eu un impact important auprès des salariés, ce qui dément les affirmations de ceux qui prétendent que les syndicats n'ont plus le soutien des travailleurs. La riposte sociale dans son ensemble s'est manifestée par la solidarité et l'accompagnement de la mobilisation ouvrière.

Les syndicats parlent, à juste titre, d'un succès, étant donné qu'il s'agissait d'un appel à la grève partielle — les patrons, qui essayent de présenter la grève comme un échec parce que la vie sociale n'a pas été totalement bloquée, font de la démagogie. On peut penser que si les syndicats avaient appelé à une grève de 24 heures, la dynamique aurait eu plus de portée — de nombreuses discussions avaient eu lieu dans les syndicats sur les modalités d'appel.

Le 28 mai, nous avons recensé 140 manifestations très importantes — dans les grandes villes, les manifestants se sont comptés par dizaines de milliers. La manifestation de Madrid était la plus nombreuse — les radios parlent de 100 000 personnes —, suivie par celle de Barcelone.

◆ *Le déploiement policier était impressionnant dans toutes les grandes villes.*

Le gouvernement a pris cette grève très au sérieux et il essayait d'exercer des pressions visuelles — mais aussi réelles — sur les travailleurs ; il s'agissait pour lui de briser la vitalité et la combativité dont les syndicats font encore preuve dans l'Etat espagnol, pour avoir la "paix sociale".

On n'avait pas vu un tel déploiement policier depuis la dictature. A Madrid, par exemple, on comptait officiellement 17 000 policiers — il y avait des piquets de grève de 100 personnes, entourés de 400 policiers anti-émeutes ! Le ministère de l'Intérieur avait organisé toute une mise en scène : les voitures de police circulaient avec des sirènes et des lumières, un hélicoptère survolait Madrid en permanence, etc. Même la presse la plus soumise au pouvoir a constaté ce climat de harcèlement policier. Ce déploiement est préoccupant : il ne visait pas seulement tel ou tel secteur en lutte, mais tout le monde. Nous connaissons bien ces mesures autoritaires dans l'Etat espagnol !

Les décrets pris récemment par le gouvernement, qui sont des atteintes aux libertés, s'accompagnent d'une tendance générale à l'autoritarisme. Il y a quelques mois la loi dite Corcuera, du nom du ministre de l'Intérieur, a été adoptée. Elle prévoit que la police pourra pénétrer dans des lieux privés sans mandat judiciaire ; les gardes à vue

pourront désormais être réalisées sans l'*habeas corpus* ; elle limite aussi le droit de manifestation. Cette loi a été votée sous prétexte de combattre le trafic de drogue, mais les travailleurs en sont les premières cibles. Elle a été appliquée avec rigueur pendant les conflits salariaux de la fin 1991 et du début 1992, surtout contre les piquets de grève.

C'est la présence policière qui a permis le fonctionnement du service public minimum, le 28 mai ; le gouvernement a remporté un certain succès dans ce domaine. A Madrid ou à Valence, le critère du service minimum était strict — 40 % des bus devaient, par exemple, circuler — ; les transports publics ont ainsi, de fait, fonctionné dans ces villes, sous haute surveillance policière. Mais il faut signaler que ces bus ou ces métros circulaient vides, les stations étaient désertes : le gouvernement a donc remporté une victoire à la Pyrrhus. Si les syndicats n'ont pas été capables d'empêcher le service minimum, le manque d'usagers nous a donné raison — il n'y avait personne.

◆ *Dans de nombreux pays européens on assiste à une chute vertigineuse du niveau de syndicalisation. Qu'en est-il dans l'Etat espagnol ? La réponse des travailleurs à l'appel des syndicats semble, au contraire, montrer que les CCOO et l'UGT gardent une audience importante.*

Dans l'Etat espagnol, le taux de syndicalisation est bas — environ 20 % des salariés. Depuis la grève générale du 14 décembre 1988, la syndicalisation augmente, surtout dans les nouveaux secteurs de l'économie — dans l'administration, les syndicats ont multiplié par trois ou quatre le nombre de leurs effectifs ; dans l'industrie le taux de syndicalisation s'est maintenu ; mais il reste faible dans la petite et moyenne entreprise, où travaillent 80 % des salariés de notre pays — cela est lié à la structure productive de l'Etat espagnol et à l'agressivité du patronat de ce secteur.

Il faut rappeler qu'il y eut une montée en flèche du nombre des syndiqués à la fin de la dictature et au début de la transition, en 1976-1977. Mais les syndicats ne surent pas préserver cet acquis ; il s'engagèrent dans la voie des pactes sociaux, décevant les espoirs des travailleurs. Les salariés protestèrent alors massivement en désertant les syndicats. Les directions syndicales furent incapables de comprendre la nature de ce phénomène d'affiliation, fragile, de la fin du franquisme — 40 ans de dictature laissent des traces.

Le patronat essaye souvent d'utiliser le faible taux de syndicalisation pour essayer de prouver le manque de représentativité des centrales syndicales, mais c'est faux ! Pour

quoi ne pas avoir le même critère de "représentativité" vis-à-vis des partis politiques ? Le PSOE, par exemple, ne doit guère dépasser 150 000 affiliés, dont 148 000 fonctionnaires : il s'agit d'un niveau d'affiliation et d'organisation sociale nul. C'est la légitimité du vote — où les abstentions ne sont pas prises en compte — qui joue.

Le système représentatif syndical dans l'Etat espagnol passe par les élections syndicales, auxquelles participent entre 80 et 95 % des travailleurs, et qui sont de véritables élections avec une confrontation de programmes, d'idées et de questions plus terre-à-terre — les délégués syndicaux sont jugés sur le lieu de travail.

Ce système d'élections apporte un appui très important de la part des salariés, qui élisent 250 000 délégués syndicaux tous les quatre ans : cela légitime la représentation des confédérations. La capacité de mobilisation des syndicats est une autre démonstra-

tion claire de leur légitimité — dans l'Etat espagnol, cette capacité est évidente, il suffit de voir à quel point les grèves générales régionales et celle du 28 mai ont été suivies.

Enfin, il faut analyser le degré de militantisme, l'engagement des gens. Dans les endroits où la syndicalisation est faible, dans les petites entreprises, les militants syndicaux doivent faire preuve d'une véritable conviction — la simple affiliation, dans ces secteurs, entraîne automatiquement des conflits avec le patron.

Lorsque le gouvernement ou le patronat utilisent l'argument de la non-représentativité des syndicats, il sait bien qu'il s'agit d'un mensonge. Car quand les patrons évaluent la politique qu'ils vont appliquer, les résistances qu'il peuvent rencontrer, ils tiennent évidemment compte du rapport de forces ★

Propos recueillis par Paquita Gomez  
Madrid, 29 mai 1992

## Le "decretazo" et les femmes

Le décret royal, avalisé par le Conseil des ministres du 3 avril 1992, revient sur les Lacquis arrachés par les travailleurs depuis la fin de la dictature en matière de protection sociale. Les femmes seront évidemment les plus touchées par ces mesures.

Les contrats à durée indéterminée seront de fait supprimés, au bénéfice de contrats de trois ans, disposant de subventions gouvernementales. Le décret ne prévoit évidemment rien pour réformer les actuelles modalités d'embauche précaire.

Avec la réforme des prestations de chômage — il faudra avoir cotisé pendant un an pour en bénéficier — des centaines de milliers de personnes vont se retrouver sans aucune ressource, notamment des femmes, travaillant souvent sous contrat saisonnier. Les allocations vont être réduites : durant les six premiers mois, les chômeurs toucheront 70 % de leur salaire de base, et ensuite 60 %. Selon les études réalisées par les syndicats, cela signifie que le nombre des sans emploi recevant une allocation passera de 50 % à 25 % — 300 000 personnes, officiellement recensées comme chômeuses, ne recevront rien. Cela permettra au gouvernement de réaliser des économies de l'ordre de 450 milliards de pesetas.

Le décret prévoit aussi la disparition des indemnités en cas de chômage partiel et du droit à des bourses ou à des formations pour les chômeurs. Les femmes exerçant un travail fixe discontinu verront leurs allocations réduites, ainsi que leurs futures retraites et auront peu de chances de pouvoir être payées pendant leur congé-maternité. Des secteurs comme le textile, l'industrie agro-alimentaire et l'hôtellerie sont les cibles du plan du gouvernement : des milliers de femmes y travaillent et risquent donc de se retrouver à la rue.

Les secrétariats de la femme des CCOO et de l'UGT ont fait une étude sur la question. Si, depuis 1988, l'arrivée des femmes sur le monde du travail a beaucoup augmenté, le chômage aussi. Ainsi, dans l'Etat espagnol, 34 % des femmes en âge de travailler ont ou cherchent un emploi — contre 66 % d'hommes — : c'est le pourcentage le plus bas de la Communauté européenne (42 % en moyenne). Les femmes sont les plus nombreuses à chercher un premier emploi et aussi celles qui restent le plus longtemps au chômage (59 %).

Dans toute la CE, les femmes constituent plus de la moitié de la population au chômage — sauf en Grande-Bretagne — ; cette situation est encore plus grave dans les pays méditerranéens. Dans l'Etat espagnol, le taux de chômage des femmes est presque le double de celui des hommes — 24,4 % contre 12,8 %.

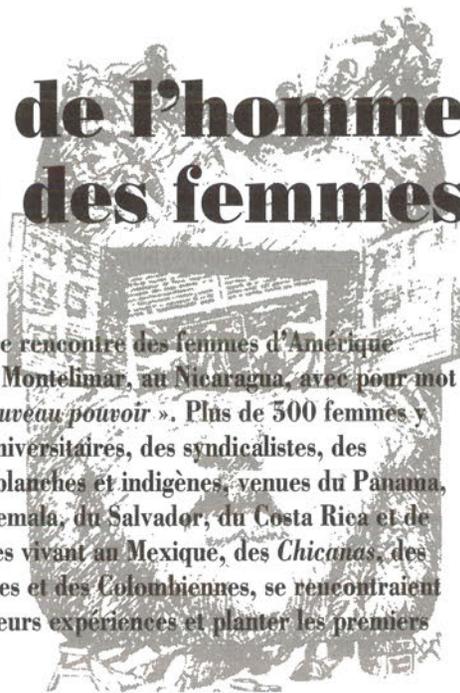
En 1991, le chômage est monté en flèche dans l'Etat espagnol — on a recensé la disparition de 188 370 postes de travail. Parmi les salariés (plus de 9 millions, dont 3 millions de femmes), 33,3 % ont des contrats à durée déterminée. Parmi les 3 millions de salariées, presque 40 % ont des contrats temporaires. De nombreuses salariées choisissent souvent les contrats temporaires pour des raisons familiales ; 11,6 % des femmes qui travaillent le font à temps partiel (contre 1,6 % des hommes) — en Europe, le travail à temps partiel concerne 28 % des femmes.

Selon les prévisions de la CE, en 1995, l'Etat espagnol devrait avoir un des taux de femmes intégrées dans le monde du travail les plus bas. ★

Source : Pagina Abierta

# Des droits de l'homme aux droits des femmes

Du 22 au 27 mars 1992, la première rencontre des femmes d'Amérique centrale et des Caraïbes s'est tenue à Montelimar, au Nicaragua, avec pour mot d'ordre « Une nouvelle femme, un nouveau pouvoir ». Plus de 500 femmes y ont participé — des paysannes, des universitaires, des syndicalistes, des artistes, des combattantes — noires, blanches et indigènes, venues du Panama, du Honduras, du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador, du Costa Rica et de Belize. Des réfugiées centraméricaines vivant au Mexique, des *Chicanas*, des Basques, des Catalanes, des Mexicaines et des Colombiennes, se rencontraient pour la première fois pour partager leurs expériences et planter les premiers jalons du féminisme centraméricain.



Anne DURIEUX



LES THEMES abordés lors de cette rencontre illustrent la maturité acquise par le mouvement des femmes de la région centraméricaine. Même si celui-ci ne se définit pas comme majoritairement féministe — mais plutôt comme un mouvement porteur des revendications spécifiques des femmes — dans sa pratique et dans ses discussions théoriques, il prend de plus en plus de caractéristiques féministes.

Des sujets très « politiques » — la stratégie du mouvement des femmes, les mythes et les réalités du féminisme, la participation dans les organisations mixtes, l'influence de la guerre et des politiques néolibérales sur les femmes, la situation des femmes réfugiées et déplacées, etc. — ont été débattus. Mais d'autres thèmes, jusqu'à présent tabous, ont aussi suscité un grand intérêt : la violence conjugale, le travail domestique, les rapports de pouvoir dans la famille, la prostitution, l'homosexualité et l'hétérosexualité ainsi que la créativité et la spiritualité des femmes.

La plupart des organisations de femmes de la région sont très influencées par la situation d'injustice sociale et de misère, par la guerre et la violence, ainsi que par le manque de démocratie de la plupart de ces pays — à l'exception du Costa Rica. Ces associations se sont formées, au départ, pour

répondre aux nécessités immédiates de survie, pour défendre les droits de l'homme, ou encore à partir d'organisations populaires mixtes — syndicats ou partis. Petit à petit, durant ces dernières années, le manque d'indépendance de ces groupes a été remis en cause, tout en soulignant la nécessité de chercher un point de vue spécifiquement féministe.

Au Honduras, par exemple, les organisations de femmes sont d'abord nées de la lutte pour les droits politiques, très souvent au sein des syndicats ; elles se sont finalement rassemblées dans une Fédération des organisations féminines, en 1951. Ces groupes de femmes se sont formés dans la lutte pour le retour à l'ordre constitutionnel, et ce n'est qu'au cours de ces cinq dernières années que des organisations spécifiques de femmes sont apparues.

Le rapprochement entre ces organisations, des groupes syndicaux, des catholiques, des organisations ethniques indigènes ou garifunas [ethnie indigène vivant au Honduras et aussi au Nicaragua, ndlr], des universitaires, des cadres, se fait essentiellement de deux façons. D'une part, un Forum permanent des femmes a été constitué pour élaborer des propositions concrètes pour la commission des femmes de l'Assemblée nationale — par exemple, pour réformer le Code de la famille ou du travail, et la réforme agraire.

D'autre part, plusieurs séminaires ont été organisés, ainsi qu'une rencontre nationale, sur la nécessité de travailler de façon unitaire et sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Mais cette unité ne s'est pas encore concrétisée.

Au Guatemala, outre les organisations

de femmes étroitement liées à la lutte populaire, et celles qui cherchent des solutions pour la survie quotidienne — parmi les femmes réfugiées au Mexique, il existe l'association Mama Maquin —, il y a deux groupes historiques, celui des veuves et celui des familles de disparus et de prisonniers politiques — Conavigua et le Groupe d'appui mutuel (GAM) —, majoritairement indigènes et qui commencent à peine à réfléchir aux revendications spécifiques des femmes. Les femmes qui se disent féministes sont rares et, en général, anonymes ; on en trouve surtout dans les villes et dans les milieux universitaires. Seule l'association Tierra Viva se revendique du féminisme au Guatemala. La figure d'Adelaide Foppa, poétesse et co-fondatrice de la revue *Fem* de Mexico, assassinée au début des années 80, constitue un symbole de la lutte des femmes guatémaltèques ; Rigoberta Menchu (1), l'infatigable révolutionnaire paysanne du Quiché, elle, s'est publiquement prononcée contre la lutte féministe.

## Où on ose parler de sujets tabous

Le Costa Rica garde des caractéristiques très différentes des autres pays de la région, à cause de sa relative prospérité économique — qui semble néanmoins s'épuiser —, de l'absence de conflit armé et de ses célèbres « traditions démocratiques ».

Ces facteurs peuvent expliquer la relative ancienneté, force et autonomie du mouvement des femmes et son caractère plus nettement féministe. L'existence de deux groupes organisés de lesbiennes constitue une exception dans la région.

Le groupe Las Entendidas aura bientôt cinq ans d'existence ; il a encouragé la naissance d'une autre association, Las Humanas. Ces deux groupes ont eu le courage d'organiser la Deuxième rencontre latino-américaine et des Caraïbes des lesbiennes féministes, en 1990, qui a eu un certain succès, malgré la répression gouvernementale — le ministre de l'Intérieur ayant même interdit l'entrée de femmes dans le pays pendant la rencontre !

Las Entendidas, las Humanas et toutes les autres lesbiennes ont été les *stars* de la rencontre au Nicaragua. Ainsi, pour la première fois en Amérique centrale, le sujet tabou du lesbianisme était abordé publiquement, dans trois séminaires, qui ont été ensuite répétés pour répondre à l'intérêt des femmes. En l'espace de cinq jours, les femmes qui étaient venues à cette rencontre pensant que le lesbianisme était une horrible maladie hormonale, mentale ou un péché mortel sont parties convaincues qu'il ne fallait pas être noire pour lutter contre le racisme.

1) Voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.

me, ni avoir souffert un viol pour se battre contre le viol, ni, enfin, être lesbienne pour défendre le libre choix sexuel. En partant, elles ont promis leur solidarité aux lesbiennes, tout en espérant lancer une réflexion plus approfondie sur le patriarcat dans leurs pays. La reconnaissance et la place prise par le lesbianisme dans cette rencontre représente une avancée importante pour tout le mouvement des femmes.

Les délégations du Salvador et les Nicaraguayennes furent les autres stars de cette rencontre. Les femmes qui organisaient cette rencontre au Nicaragua avaient d'abord essuyé de dures critiques de la part de certains secteurs de l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza (AMNLAE), liée au Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui les traitaient de "petites-bourgeoises" et les accusaient d'avoir trahi la lutte populaire. Mais, finalement, certaines dirigeantes de l'AMNLAE ont quand même participé à la rencontre, ainsi que de nombreuses militantes du FSLN, des combattantes et des commandantes.

### Du FSLN au FMLN

Beaucoup de femmes de la région arrivaient en espérant trouver au Nicaragua un modèle, mais les Nicaraguayennes leur ont rappelé qu'on ne peut pas exporter de telles expériences. Leurs interventions ont confirmé la nécessité d'une réelle autonomie politique, économique et idéologique du mouvement des femmes. La défaite du FSLN aux élections de 1990 représente une leçon importante : après une période de doutes et de flottements, beaucoup de femmes ont commencé à profiter d'une liberté qui leur semblait plus grande et nouvelle, pour refaire leur vie personnelle de façon autonome, pour effectuer plus de travail en direction des femmes — non plus obligées par le parti, mais avec goût et conviction. Les femmes ont commencé à se poser des questions, qui les ont rapprochées des réflexions féministes, sur la démocratie à la base, par exemple.

Le climat de confiance et l'énergie de cette rencontre ont aussi conduit certaines femmes à parler, pour la première fois et avec une grande sincérité, du machisme qui règne dans leurs organisations politiques et parmi les camarades combattants, du harcèlement sexuel et du viol dans la guérilla, ainsi que du drame que constitue pour une femme d'être soupçonnée d'homosexualité dans le maquis.

Ces souvenirs amers furent écoutés en silence par les Salvadoriennes, qui avaient, sans aucun doute, aussi envie de partager les leurs. Pour ces dernières, la question de l'autonomie par rapport aux organisations de

gauche, et surtout par rapport au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), est un sujet brûlant.

Tous les groupes de femmes salvadoriennes, d'une façon ou d'une autre, sont nés dans la gauche et dans le FMLN. Initialement constitués pour recruter des femmes et proposer des tâches aux compagnes des militants — soutien à la lutte et collecte des fonds —, certains de ces groupes sont toujours étroitement contrôlés par les partis politiques et ont même quelquefois des responsables masculins. En même temps, et depuis quelques années, certaines femmes et certains groupes remettent cette situation en cause et cherchent à gagner plus d'indépendance.

Mais, comme l'ont analysé les participantes au séminaire sur l'autonomie — pour la plupart, des Nicaraguayennes et des Salvadoriennes —, il ne suffit pas pour cela d'avoir une autonomie organisationnelle ou même financière. Ce qu'il faut obtenir c'est l'autonomie idéologique, or c'est ce qui est le plus difficile. Cependant, la défaite des sandinistes au Nicaragua et la signature d'un accord de paix au Salvador (2), tout comme la remise en question du socialisme provoquée par la disparition de l'ancienne Union soviétique, stimulent la nécessité de revoir certains principes organisationnels et politiques dominants pendant plus de douze ans pour beaucoup de Salvadoriennes.

Une Salvadorienne expliquait que s'éloigner du parti était comme devenir orpheline — cette métaphore familiale n'est d'ailleurs pas innocente —, mais beaucoup de femmes se sont demandées : « *Que faire quand le FMLN oublie complètement les femmes lors des négociations, dans son projet de reconstruction nationale et de démocratisation ?* »

Pour le moment, au Salvador, les groupes de femmes se divisent en deux grandes tendances. L'une s'efforce plutôt de construire son autonomie, malgré les risques de rupture que cela représente. La nouvelle Concertation des femmes se situe dans cette mouvance ; elle regroupe de façon flexible et ouverte plus de 25 organisations de tout type ; elle a organisé la préparation de la Première rencontre nationale, et la participation à la réunion du Nicaragua. De l'autre côté, il y a la Coordination des organisations de femmes (COM), qui réunit les quatre groupes "historiques" de femmes, qui ont des liens étroits avec les partis du FMLN. La COM semble miser sur la bonne volonté des camarades hommes, et sur la possibilité d'influencer les orientations des partis de l'intérieur.

Cependant, des similitudes existent entre ces deux tendances, ainsi que la recherche d'un rapprochement, surtout de la part de la Concertation des femmes.

C'est pour avancer dans ce rapprochement, vers la construction d'une unité des femmes pour les élections de 1994, pour peser sur la vie politique nationale, et pour approfondir la réflexion sur le patriarcat, que les Salvadoriennes ont décidé, malgré des hésitations et des angoisses, d'accepter d'organiser la prochaine Rencontre féministe continentale au Salvador, prévue pour novembre 1992.

### Ce n'est qu'un début...

La réunion de Montelimar est parvenue à rassembler des femmes venues d'horizons différents, qui ont pu échanger leurs points de vue, dans le respect de leurs différences. C'est un premier pas encourageant dans la construction de l'unité dans la pluralité.

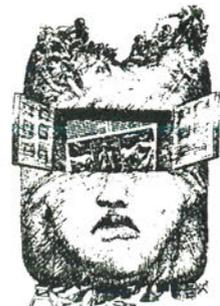
Cinq principaux points de réflexion sont apparus au cours de ces cinq jours, qui devront servir de base pour œuvrer à organiser un mouvement des femmes en Amérique centrale.

D'abord, il faut souligner l'importance de parvenir à analyser le contexte dans lequel surgit et se développe ce mouvement des femmes, et ses liens avec la lutte des classes. Ce lien constitue à la fois une force et une spécificité qu'il faut savoir apprécier.

L'absence, jusqu'à présent, d'un réel pouvoir du mouvement des femmes sur la vie politique s'explique par le manque d'unité, due, à son tour, à l'absence d'un véritable projet global capable de donner vie au mouvement. Cette difficulté à formuler un projet spécifique découle de l'absence d'autonomie idéologique — voilà pourquoi celle-ci est un des plus grands défis.

Enfin, à l'heure de construire un projet unificateur, il est très important de définir des mécanismes permettant d'intégrer toute la richesse de l'identité centraméricaine. Il faut offrir un espace à toutes les expressions des femmes et à toutes les réalités sociales, construire un mouvement des femmes qui prenne racine parmi les paysannes et les habitantes des quartiers populaires, capable de retrouver les racines indigènes et noires communes à toutes les Centraméricaines, ainsi que sa profonde foi religieuse qui se confond avec sa foi révolutionnaire. ★

Managua, mai 1992



2) Voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992.

# Le grain de sable danois

L'AUTRE leçon du scrutin est la conséquence de ce résultat sur la situation politique danoise. N'y a-t-il pas plus bel exemple de la crise des régimes parlementaires européens ? Le Parlement avait entériné le Traité par 130 voix contre 25 ; la majorité des partis, dont la social-démocratie et les directions syndicales, appelaient à voter "oui". Les prétendus représentants du "peuple" avaient donc fait leur choix. Or, un simple référendum balaye d'un seul coup leur légitimité. Le minimum démocratique serait que le gouvernement démissionne et que de nouvelles élections soient organisées. Il ne reste aucun crédit à ce gouvernement de centre-droit pour renégocier le Traité et réaménager la place du Danemark dans la Communauté européenne (CE).

Bien sûr, de nombreuses motivations très diverses ont permis au "non" de l'emporter. Plusieurs partis, aussi bien de droite que de gauche, ont fait campagne dans ce sens. Beaucoup d'arguments ont été développés contre l'intégration politique et le système de défense européen, contre les risques sociaux, pour la défense de l'environnement, etc. C'est une majorité composite qui s'est réalisée. Mais l'essentiel, pour le moment, n'est peut-être pas là.

La population danoise a rejeté le choix de l'*establishment* ; elle n'a pas cru la démagogie du pouvoir et des cliques politiciennes. C'est donc une crise politique de grande ampleur qui s'ouvre dans ce pays. Elle donne, sans doute, quelques possibilités nouvelles à la gauche radicale — celle qui a appelé à voter contre le Traité de Maastricht — en prolongeant l'événement par une vigoureuse campagne anticapitaliste. Car le patronat danois explique, d'ores et déjà, qu'il va faire payer ce vote aux travailleurs et qu'une partie des investissements risque d'être déplacée à l'étranger. Le vrai défi est donc bien là. La victoire du "non" renforce l'imbroglio institutionnel et juridique, mais ne clarifie pas automatiquement les enjeux sociaux.

Il sera d'ailleurs intéressant de voir com-

**Le rejet par référendum du Traité de Maastricht par l'électorat danois, le 2 juin 1992, est lourd d'enseignements. Il souligne le renforcement des interactions politiques réalisées en Europe de l'Ouest au cours de ces dernières années. Ainsi, il aura suffi de 50 000 voix d'écart entre le "oui" et le "non" pour que s'enclenche une réaction en chaîne : nécessité de corriger la rédaction du Traité, relance du débat sur l'Union européenne dans plusieurs pays, crise accrue de mouvements politiques que la question divisait déjà, nouveaux débats sur le droit des populations à décider de leur avenir... Que se passera-t-il si, le 18 juin 1992, l'Irlande rejetait à son tour le Traité (1) ?**

---

Claude GABRIEL

---

ment un pays peut être à la fois hors du Traité de Maastricht et toujours signataire de l'Acte unique (ratifié en 1986) qui instaure la libre circulation des capitaux et de marchandises. Le patronat danois a la possibilité d'utiliser les règles de ce "grand marché" pour punir l'électorat.

Il faudra donc observer avec une grande attention la manière dont la base syndicale et le mouvement social vont chercher ou pas à intervenir sur ce terrain. C'est cela qui permettra de transformer la victoire du "non" en victoire sociale.

## Quel avenir pour Maastricht ?

Reste l'avenir du Traité lui-même. Paris et Bonn ont tout de suite annoncé que rien ne devait changer et, qu'avec ou sans le Danemark, il fallait poursuivre l'entreprise. Rien ne les empêche, en effet, de corriger le Traité et d'annoncer une nouvelle Union à onze. Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Le Danemark répondait, d'ores et déjà, (avec la France et le Luxembourg) aux critères d'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM). Ainsi, les Danois étaient, sans doute, ceux qui devaient "bénéficier", pour l'avenir, du moindre impact social dans

la préparation de l'union monétaire. Même si, toutefois, la vertu danoise au regard des paramètres monétaristes du Traité n'exclut pas le maintien d'une politique d'austérité. Pour justifier celle-ci, le gouvernement ne pouvait pas prendre le prétexte d'un "rattrapage". Or, c'est évidemment tout le contraire pour des pays comme l'Italie, l'Etat espagnol, la Grèce, la Belgique, la Grande-Bretagne, etc. Là, l'argument Maastricht va être largement utilisé pour justifier les attaques sociales afin de réduire le déficit public, limiter l'inflation, résorber la dette. C'est alors que le référendum danois pourrait donner quelques bonnes idées aux mouvements sociaux.

L'UEM révèle ainsi sa très grande fragilité. La dimension politique ne suit pas, les verrous institutionnels manquent. Le fameux "noyau dur", qui devait s'élargir, perd ainsi

un de ses membres. Et puisque le Danemark est signataire de l'Acte unique et du Traité de Rome, il va falloir inventer des règles spéciales d'association. La complexité juridique va ainsi devenir inimaginable. Sans parler des élus danois au Parlement de Strasbourg, des fonctionnaires danois à la commission de Bruxelles, etc.

Tout cela ne fait que renforcer la notion de Communauté à plusieurs vitesses ou celle des cercles concentriques. Paradoxalement, "les douze", qui s'apprêtaient à devenir quinze en négociant l'entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, se retrouvent soudain à onze. Paradoxe encore, au moment où la Grèce s'apprête à entrer dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et où Paris et Bonn décident de former un corps d'armée commun, en invitant leurs partenaires à s'y intégrer. Evolutions contradictoires, édifice précaire qui ne tient debout que parce que l'essentiel se règle dans le dos des populations. Il faut donc utiliser, autant que possible, le grain de sable danois. ★

4 juin 1992

1) Par ailleurs, le président de la République française, François Mitterrand, a annoncé, le 3 juin 1992, qu'un référendum populaire aurait lieu sur le Traité de Maastricht.